

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
Par porteur ou par la poste :
Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO. (A. O. F.)

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Décret du 25 juillet 1935**, étendant l'application du prélèvement de 10% à des valeurs émises par certaines collectivités. (Arrêté de promulgation du 10 janvier 1936). 54
- Décret du 30 octobre 1935**, concernant la répression des fausses nouvelles. (Arrêté de promulgation du 10 janvier 1936). 55
- Décret du 30 octobre 1935**, relatif à l'augmentation des pénalités en matière d'espionnage. (Arrêté de promulgation du 10 janvier 1936). 56
- Décret du 30 octobre 1935**, relatif à la protection de l'enfance. (Arrêté de promulgation du 10 janvier 1936). 57
- Décret du 30 mars 1935**, modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial (indemnité de résidence dans Paris). (Arrêté de promulgation du 20 janvier 1936). 58
- Décret du 12 novembre 1935**, portant création d'une indemnité compensatrice de mise hors cadre en faveur du personnel militaire placé dans cette position. (Arrêté de promulgation du 31 décembre 1935). 59
- Arrêté ministériel du 30 novembre 1935**, nommant élèves administrateurs. 59
- Arrêté ministériel du 7 décembre 1935**, cumulant d'emplois au Togo et au Dahomey. 59

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 9 novembre 1935**, portant ouverture de crédit supplémentaire du budget annexe du chemin de fer et du wharf — exercice 1935. 59

- Arrêté du 22 décembre 1935**, abaissant le taux de la contribution foncière pour l'année 1936. 60
- Arrêté du 4 janvier 1936**, abrogeant l'arrêté 179 du 30 novembre 1935 et modifiant l'arrêté n° 492 du 7 novembre 1935 portant réglementation des conditions de circulation sur la route Lomé-Atakpamé. 60
- Arrêté du 6 janvier 1936**, fixant les périodes de vacances dans les écoles primaires élémentaires du Territoire et à l'école européenne de Lomé. 60
- Arrêté du 12 janvier 1936**, modifiant l'arrêté du 2 octobre 1933 réorganisant le cadre des services civils du Togo. 61
- Arrêté du 14 janvier 1936**, modifiant l'arrêté n° 32 du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo. 61
- Arrêté du 14 janvier 1936**, fixant les allocations de nourriture et d'entretien des internes de Sokodé et de Mango pour l'année 1936. 62
- Arrêté du 17 janvier 1936**, portant réorganisation de la section Togo à l'école primaire supérieure Ballot à Porto-Novo. 62
- Arrêté du 17 janvier 1936**, réglementant la concession des bourses à l'école primaire supérieure Ballot (section Togo). 65
- Arrêté du 17 janvier 1936**, réglementant le certificat de fin d'études primaires élémentaires. 66
- Arrêté du 18 janvier 1936**, modifiant l'arrêté du 8 décembre 1935 déterminant les conditions dans lesquelles les jeunes gens originaires du Togo peuvent être admis à suivre les cours à l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo. 68
- Arrêté du 18 janvier 1936**, fixant le nombre des moniteurs subventionnés des missions. 68
- Rectificatif à l'arrêté n° 569 du 18 décembre 1935**, fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire. 68
- Erratum à la décision n° 9 du 6 janvier 1936**, fixant les dates des vacances et des examens en 1936. 68

Arrêté du 17 janvier 1936, fixant l'admission des élèves du Togo à l'école primaire supérieure Ballat.	69
Décision du 6 janvier 1936, fixant la date des vacances et des examens en 1936.	69
Arrêté du 22 janvier 1936, fixant la date des élections pour le renouvellement en 1936 de la chambre de commerce du Togo.	69
Arrêté du 23 janvier 1936, portant inscription au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo.	70
Arrêté du 23 janvier 1936, portant promotions.	71
Arrêté du 23 janvier 1936, portant inscription au tableau d'avancement pour 1936 du personnel européen des P. T. T. en service au Togo.	72
Arrêté du 23 janvier 1936, portant promotion.	72
Arrêté du 23 janvier 1936, portant inscription au tableau d'avancement pour 1936, du personnel du cadre de la trésorerie du Togo.	72
Arrêté du 23 janvier 1936, portant promotions.	72
Arrêté du 23 janvier 1936, portant inscription au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux indigènes du Togo pour l'année 1936.	72
Arrêté du 23 janvier 1936, portant promotions.	75
Actes divers concernant le personnel européen et le personnel indigène	77
Délégation de signature	84
Interdiction de séjour	84
Santé	84
Sociétés de prévoyance	84
Domaines	84
Avis aux navigateurs	85

PARTIE NON OFFICIELLE

Moyens d'existence lucratifs	85
Annonces	85

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Prélèvement de 10%.

ARRETE No 9 promulguant au Togo le décret du 25 juillet 1935 étendant l'application du prélèvement de 10 p. 100 à des valeurs émises par certaines collectivités.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 juillet 1935 étendant l'application du prélèvement de 10 p. 100 à des valeurs émises par certaines collectivités;

Vu la circulaire ministérielle n° C. D. 39 du 28 novembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 25 juillet 1935 étendant l'application du prélèvement de 10 p. 100 à des valeurs émises par certaines collectivités.

Porto-Novo, le 10 janvier 1936.
DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 25 juillet 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret-loi du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques et le décret-loi du même jour portant réduction de 10 p. 100 du montant des intérêts hypothécaires comportent logiquement l'application d'un prélèvement du même taux aux produits des titres émis par certains organismes pour se procurer les fonds nécessaires aux opérations assujetties aux dispositions des décrets-lois du 16 juillet, ainsi qu'aux produits des titres qui présentent les mêmes caractères que les obligations atteintes par ledit prélèvement.

Tel est l'objet du présent décret-loi qui n'a pas d'autre but que de maintenir entre certaines catégories de titres et d'opérations l'équilibre indispensable.

Veillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article unique de la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décrets toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, et du ministre des finances;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 1^{er} et 3 du décret-loi du 16 juillet 1935, instituant un prélèvement général de 10 p. 100 sur les dépenses publiques, sont applicables aux produits des obligations émises par les sinistrés ou groupements de sinistrés sur le gage d'annuités de l'Etat, conformément à l'article 155 de la loi du 31 juillet 1920, aux produits des obligations du crédit national gagées par des annuités inscrites au budget de l'Etat, émises en application des lois du 10 octobre 1919 et du 15 mars 1934, aux produits des obligations communales, des obligations foncières et maritimes, des lettres de gage émises par le crédit foncier de France, la banque hypothécaire de France et le crédit foncier d'Alsace et de Lorraine, ainsi qu'à l'intérêt statutaire et au dividende réservé des actions des grands réseaux de chemins de fer d'intérêt général.

ART. 2. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 3. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 25 juillet 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,
Pierre LAVAL.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Répression des fausses nouvelles

ARRETE N° 10 promulguant au Togo le décret du 30 octobre 1935 concernant la répression des fausses nouvelles.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 octobre 1935 concernant la répression des fausses nouvelles;

Vu la circulaire ministérielle n° 20 c. o. du 4 décembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 octobre 1935 concernant la répression des fausses nouvelles.

Porto-Novo, le 10 janvier 1936.

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 30 octobre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le gouvernement a déposé, le 26 février 1935, sur le bureau du sénat, un projet de loi tendant à modifier les articles 27 et 45 de la loi du 29 juillet 1881, en vue d'assurer la répression des fausses nouvelles de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées.

Ce projet a été adopté, avec modifications, par le sénat, dans sa séance du 28 mars 1935.

Il nous paraît nécessaire d'extraire du texte approuvé par la haute assemblée les dispositions qui répondent plus spécialement aux préoccupations que le gouvernement avait en vue en déposant le projet de loi.

L'entrée en vigueur de ces dispositions présente en effet un caractère d'urgence. Il nous paraît, d'autre part, qu'elle rentre dans le cadre de la délégation consentie au gouvernement par la loi du 8 juin 1935.

Tel est l'objet du présent décret que nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre signature.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Léon BÉRARD.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre de la guerre,
Jean FABRY.

*Le ministre des colonies,
ministre de la marine par intérim,*
Louis ROLLIN.

Le ministre de l'air,
G. DENAIN.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'intérieur, du ministre de la guerre, du ministre de la marine, du ministre de l'air et du ministre des colonies;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 27 de la loi du 29 juillet 1881 est complété par un 2^e alinéa ainsi conçu :

« La publication ou la reproduction, faite sciemment et de mauvaise foi, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, sera punie des mêmes peines, lorsque cette publication ou cette reproduction sera de nature à ébranler la discipline ou le moral des armées de terre, de mer ou de l'air ».

ART. 2. — La deuxième partie du premier alinéa de l'article 45 de la loi du 29 juillet 1881 est modifiée comme suit :

« Sont exceptés et déferés aux tribunaux de police correctionnelle les délits et infractions prévus par les articles 3, 4, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 17, alinéas 2 et 4, 27 alinéas 2, 28, alinéas 2, 32, 33 alinéas 2, 36, 37, 38, 39 et 40 de la présente loi ».

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935. Il sera applicable en Algérie et aux colonies.

ART. 4. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'intérieur, le ministre de la guerre, le ministre de la marine, le ministre de l'air et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*

Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Léon BÉRARD.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre de la guerre,
Jean FABRY.

*Le ministre des colonies,
ministre de la marine par intérim,*
Louis ROLLIN.

Le ministre de l'air,
G. DENAIN.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Augmentation des pénalités en matière d'espionnage

ARRETE N° 11 promulguant au Togo le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'augmentation des pénalités en matière d'espionnage.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'augmentation des pénalités en matière d'espionnage;

Vu la circulaire ministérielle n° 20 c. o. du 4 décembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 octobre 1935 relatif à l'augmentation des pénalités en matière d'espionnage.

Porto-Novo, le 10 janvier 1936.

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 30 octobre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'insuffisance des textes actuellement en vigueur en ce qui concerne la répression de l'espionnage a été maintes fois signalée. Plusieurs propositions de loi ont été déposées en vue d'y remédier. Les dernières en date sont la proposition de loi n° 5089 déposée à la chambre le 29 mars dernier par M. Reibel, et la proposition de loi n° 453 déposée le 7 juin par M. Caviillon, sénateur.

Il est certain que l'insuffisance de la répression en cette matière met notre pays en état d'infériorité par rapport aux Etats étrangers qui frappent l'espionnage de peines perpétuelles et même souvent de la peine capitale.

Il nous a paru que parmi les mesures que rendait nécessaires la situation actuelle du pays et qui ont motivé la délégation donnée au gouvernement par la loi du 8 juin 1935, devait figurer le renforcement des pénalités applicables à cette catégorie particulière de délits. Toute manœuvre tendant à désorganiser la défense nationale est en effet susceptible d'affaiblir la situation extérieure de la France, et, par suite, de favoriser la spéculation en matière financière.

Nous vous proposons, en conséquence, de rendre applicable dès le temps de paix, aux infractions commises dans un but d'espionnage, la peine de la détention que l'article 17 de la loi du 26 janvier 1934 prévoit à leur égard en temps de guerre. Par voie de conséquence, nous sommes amenés à vous proposer en même temps de confier le jugement de ces infractions aux tribunaux que l'article 17 habilite à se prononcer en cette hypothèse; la peine de la détention étant une peine criminelle ne pourrait en effet être appliquée par la juridiction correctionnelle.

Les tribunaux militaires ou maritimes qui ont qualité pour prononcer des peines de ce genre me paraissent dès lors devoir être appelés à statuer sur ce genre d'infractions.

La juridiction correctionnelle resterait compétente à l'égard des infractions prévues par la loi du 26 janvier

1934 qui n'auraient pas été commises dans un but d'espionnage et qui demeureraient passibles des peines actuellement portées par la loi.

Si vous approuvez ces dispositions, nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir revêtir de votre signature le projet de décret ci-après.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'expression de notre respectueux dévouement.

Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,

Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Léon BÉRARD.

Le ministre de la guerre,
Jean FABRY.

Le ministre des colonies,
ministre de la marine par intérim,

Louis ROLLIN.

Le ministre de l'air,
G^l. DENAIN.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre des affaires étrangères, du garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de la guerre, du ministre de la marine, du ministre de l'air, du ministre des colonies et du ministre de l'intérieur;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décret toutes dispositions ayant force de loi pour défendre le franc;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 17 de la loi du 26 janvier 1934 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Lorsqu'une des infractions visées par la présente loi aura été commise dans un but d'espionnage, cette infraction sera déférée aux tribunaux militaires ou maritimes, et punie de la détention, sans préjudice des peines plus fortes qui pourraient être prévues en matière d'infractions aux lois sur la sécurité extérieure de l'Etat par le code pénal, par les codes de justice militaire pour l'armée de terre ou pour l'armée de mer, ou par l'article 3 de la loi du 14 novembre 1918 tendant à assurer plus complètement la répression des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat ».

ART. 2. — Toutes dispositions contraires à celles de l'article 1^{er} du présent décret sont abrogées.

ART. 3. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies.

ART. 4. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1935.

ART. 5. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, le garde des sceaux, ministre de la justice, les ministres de la guerre, de la marine, de l'air, de l'intérieur et des colonies, sont chargés, cha-

cun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Léon BÉRARD.

Le ministre de la guerre,
Jean FABRY.

*Le ministre des colonies,
ministre de la marine par intérim,*
Louis ROLLIN.

Le ministre de l'air,
G^l. DENAIN.

Le ministre de l'intérieur,
Joseph PAGANON.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

Protection de l'enfance

ARRETE N° 12 promulguant au Togo le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection de l'enfance.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection de l'enfance;

Vu la circulaire ministérielle n° 20 c. a. du 4 décembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 30 octobre 1935 relatif à la protection de l'enfance.

Porto-Novô, le 10 janvier 1936.

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 30 octobre 1935.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En vertu de la loi du 24 mars 1921, qui règle actuellement la situation des mineurs en état de vagabondage, ces mineurs sont considérés comme des délinquants et déferés aux juridictions répressives.

Il nous a paru nécessaire, en vue d'assurer de façon plus humaine et à la fois plus efficace, la protection et le relèvement des mineurs abandonnés, de substituer aux dispositions de la loi de 1921 un régime nouveau comportant un ensemble de mesures d'assistance et d'éducation.

Tel est l'objet du décret ci-joint que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'assurance de notre respectueux dévouement.

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Léon BÉRARD.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

*Le ministre de la santé publique
et de l'éducation physique,*
Ernest LAFONT.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 24 mars 1921;

Vu la loi du 8 juin 1935 autorisant le gouvernement à prendre par décret toutes mesures ayant force de loi pour défendre le franc;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des articles 270, alinéa 2, et 271, alinéa 2, 3 et 4, du code pénal, relatives au vagabondage des mineurs de dix-huit ans, sont abrogées.

ART. 2. — Les mineurs de dix-huit ans, qu'ils aient quitté leurs parents, qu'ils aient été abandonnés par eux ou qu'ils soient orphelins, n'ayant, d'autre part, ni travail, ni domicile, ou tirant leurs ressources de la débauche ou des métiers prohibés, seront, soit sur leur demande, soit d'office, confiés préventivement à un établissement spécialement habilité à cet effet ou à l'assistance publique. Le placement pourra être fait, soit par le préfet du département et à Paris par le préfet de police, soit par le procureur de la République, soit par le président du tribunal pour enfants.

ART. 3. — Après une enquête sur l'enfant, la famille, le milieu et après un examen médical du mineur, le président du tribunal pour enfants prendra en chambre du conseil, le ministère public, le mineur et son défenseur entendus, toutes les mesures appropriées pour la protection du mineur. Suivant les circonstances, il pourra le remettre, soit à ses parents, soit à un particulier, soit à une institution charitable, ou le confier à l'assistance publique; il pourra encore décider de son envoi dans tel ou tel établissement susceptible de lui donner les soins réclamés par son état. Il pourra décider que l'enfant sera placé sous le régime de la liberté surveillée. La décision ne sera pas inscrite au casier judiciaire du mineur, elle sera susceptible d'appel devant la chambre du conseil de la cour d'appel. Elle pourra être rapportée chaque fois que l'intérêt de l'enfant le réclamera.

ART. 4. — Si le mineur enfreint la décision prise à son égard, il pourra être placé préventivement dans un dépôt spécial et sera renvoyé devant le président du tribunal pour enfants qui prendra telles mesures qui lui paraîtront les plus conformes à l'intérêt du mineur dans les termes de l'article précédent ou transmettra le dossier au procureur de la République pour que l'enfant soit déferé au tribunal pour enfants et soit jugé conformément aux dispositions de la loi du 22 juillet 1912 et en application des articles 66 et 69 du code pénal.

ART. 5. — Le parquet et l'inspection des enfants assistés devront être immédiatement informés du placement provisoire des mineurs et toutes les enquêtes devront lui être communiquées à toutes fins utiles.

ART. 6. — Un règlement d'administration publique, pris sur la proposition du garde des sceaux, ministre de la justice, et du ministre de la santé publique, dé-

terminera les conditions d'application du présent décret et fixera notamment la rémunération du travail imposé aux mineurs.

ART. 7. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux colonies.

ART. 8. — Le présent décret sera soumis à la ratification des chambres, conformément aux dispositions du deuxième paragraphe de l'article unique de la loi du 8 juin 1935.

ART. 9. — Le président du conseil, ministre des affaires étrangères; le garde des sceaux, ministre de la justice; le ministre des finances, le ministre des colonies et le ministre de la santé publique et de l'éducation physique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au journal officiel.

Fait à Paris, le 30 octobre 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre des affaires étrangères,*
Pierre LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Léon BÉRARD.

Le ministre des finances,
Marcel RÉGNIER.

Le ministre des colonies,
Louis ROLLIN.

*Le ministre de la santé publique
et de l'éducation physique,*
Ernest LAFONT.

**Solde et accessoires de solde personnel
colonial (indemnité de résidence dans Paris)**

ARRETE N° 28 promulguant au territoire du Togo placé sous mandat de la France le décret du 30 mars 1935 modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial (indemnité de résidence dans Paris).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 11 octobre 1934 promulgué au Territoire par arrêté du 10 novembre 1934;

Vu le décret du 30 mars 1935 modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial (indemnité de résidence dans Paris);

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous mandat de la France, le décret du 30 mars 1935, modifiant le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial (indemnité de résidence dans Paris).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 janvier 1936.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les accessoires de solde des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 5 août 1910 organisant le personnel des travaux publics des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 21 novembre 1912 organisant le personnel des secrétariats généraux des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 10 juillet 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des colonies et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1920 portant réorganisation du personnel des administrateurs des services civils de l'Indochine et les textes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 11 août 1921 organisant le personnel de l'agriculture dans les colonies autres que l'Indochine;

Vu le décret du 13 juillet 1923 organisant le personnel des eaux et forêts dans les colonies autres que l'Indochine;

Vu le décret du 22 août 1928 organisant la magistrature coloniale;

Vu le décret du 9 mai 1929 organisant le cadre des ingénieurs météorologistes coloniaux;

Vu le décret du 21 février 1924 organisant les services vétérinaires dans les colonies autres que l'Indochine;

Vu le décret du 11 avril 1934 relatif au régime des indemnités du personnel colonial;

Vu le décret du 26 juin 1934 relatif à l'attribution de l'indemnité de résidence dans Paris;

Vu le décret du 11 octobre 1934 fixant les conditions d'attribution des accessoires de solde du personnel colonial;

Vu le décret du 20 janvier 1935 relatif aux règles de cumul en matière d'indemnités;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 91 du décret du 2 mars 1910 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Art. 91. — Les fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, appelés à servir temporairement à Paris dans les conditions fixées par les textes organiques de leurs corps ou par l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913, soit par décision du ministre, soit par arrêtés des chefs de colonie, à l'administration centrale des colonies, dans les services annexes ou dans les agences des colonies, peuvent bénéficier, sous réserve des dispositions suivantes, d'une indemnité dite « de résidence dans Paris ».

Cette indemnité, destinée à les dédommager des frais particuliers qui leur incombent en raison du caractère temporaire de leur séjour à Paris, est allouée aux fonctionnaires, employés et agents visés ci-dessus, à compter du jour où ils prennent leur service.

L'indemnité de résidence dans Paris ne peut se cumuler avec l'indemnité journalière de séjour prévue par l'article 13 du décret du 3 juillet 1897, ni avec une rétribution supplémentaire de quelque nature que ce soit au titre de l'emploi occupé.

L'indemnité de résidence dans Paris, qui fait l'objet du présent décret, ne peut, en aucun cas, être perçue pendant plus de trois années.

L'indemnité de résidence dans Paris est déterminée d'après l'assimilation hiérarchique des fonctionnaires et le tableau de classement annexé au règlement sur les déplacements du personnel.

Le taux de l'indemnité de résidence dans Paris est fixé ainsi qu'il suit :

Fonctionnaires classés dans la 1^{re} catégorie A, 3.600 francs par an.

1^{re} catégorie B, 2^e catégorie, 3.000 frs. par an.

3^e à 6^e catégorie, 1.800 francs par an.

ART. 2. — Sont et demeurent supprimées toutes les indemnités fixées, sous quelque dénomination que ce soit, par arrêtés des chefs de colonies, ayant pour objet de dédommager les fonctionnaires appartenant aux cadres généraux des colonies organisés par décrets, des frais particuliers qui leur incombent en raison de leur affectation provisoire dans la capitale lorsqu'ils sont appelés à y servir dans les conditions énoncées à l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 3. — A titre transitoire, les fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux, rétribués sur les budgets généraux, locaux ou spéciaux des colonies, pays de protectorat ou territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, qui ont perçu, depuis trois ans ou plus de trois ans, des indemnités visées à l'article 2 du présent décret, pourront bénéficier, jusqu'au 1^{er} janvier 1936, de l'indemnité de résidence dans Paris telle qu'elle est fixée par le présent décret.

ART. 4. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

ART. 5. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 30 mars 1935.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Louis ROLLIN.

Création d'une indemnité en faveur du personnel militaire hors cadres

ARRETE N° 615 promulguant au Togo le décret du 12 novembre 1935 portant création d'une indemnité compensatrice de mise hors cadres en faveur du personnel militaire placé dans cette position.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 juillet 1935 instituant un prélèvement général de dix pour cent sur les dépenses publiques;

Vu le décret du 12 novembre 1935 portant création d'une indemnité compensatrice de mise hors cadres en faveur du personnel militaire placé dans cette position;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 12 novembre 1935 portant création d'une indemnité compensatrice de mise hors cadres en faveur du personnel militaire placé dans cette position.

Porto-Novo, le 31 décembre 1935.

*P. le Commissaire de la République p. i. absent
l'administrateur supérieur du Togo, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes,*

GEISMAR.

Elèves administrateurs

Par arrêté du ministre des colonies en date du 29 novembre 1935, ont été nommés élèves administrateurs des colonies, pour compter de la veille du jour de leur embarquement :

CHABANON (Paul).

Elève breveté de l'école nationale de la France d'outre-mer.

Cumul d'emplois au Togo et au Dahomey

LE MINISTRE DES COLONIES

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté ministériel du 26 avril 1935 déterminant les emplois pouvant être tenus au Togo et au Dahomey par les mêmes fonctionnaires;

Vu l'arrêté général (Afrique occidentale française), n° 2707 du 30 novembre 1934 portant organisation du réseau du Bénin au Niger;

Vu l'arrêté local (Dahomey) n° 1401 du 4 octobre 1934, fixant et répartissant les dépenses du personnel des cadres du service des travaux publics et des mines du Dahomé;

Sur la proposition des autorités locales;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les emplois tenus cumulativement par les mêmes fonctionnaires au Togo et au Dahomey en ce qui concerne les services des travaux publics, des chemins de fer et les services annexes sont les suivants :

Chef de service et personnel de la direction (travaux publics chemins de fer et services annexes).

Chef d'arrondissement des transports et personnel des services centraux de l'arrondissement des transports.

ART. 2. — Ces emplois sont tenus par les fonctionnaires et agents du Dahomey.

ART. 3. — Le budget local du Togo et le budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo prennent à leur charge 20 p. 100 des dépenses pour les emplois communs visés ci-dessus, relevant respectivement de leur budget.

ART. 4. — Le gouverneur général de l'Afrique occidentale française et le Commissaire de la République au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1936.

Fait à Paris, le 3 décembre 1935.

Louis ROLLIN.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Crédit supplémentaire chemin de fer et wharf

ARRETE N° 520 portant ouverture de crédit supplémentaire au budget annexe du chemin de fer et du wharf, exercice 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté du 23 novembre 1934 portant organisation au Togo d'un service des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu le décret du 7 septembre 1935 portant approbation des budgets du Togo pour l'exercice 1935;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est ouvert au budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo — Exercice 1935, le crédit supplémentaire suivant :

CHAPITRE II

PERSONNEL ET MAIN-D'ŒUVRE

Art. 4. — Traction.

§ 1^{er}. — Salaire 24.000,00

ART. 2. — Il sera fait face à l'ouverture de ce crédit supplémentaire au moyen de l'annulation de crédit suivant dans le chapitre ci-dessous :

CHAPITRE V

DÉPENSES DES CESSIONS ET FABRICATIONS 24.000,00

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 novembre 1935.

DESANTI.

Approuvé par le département suivant radiotélégramme officiel n° 5 du 7 janvier 1936.

Contribution foncière

ARRETE N° 577 abaissant le taux de la contribution foncière pour l'année 1936.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment en son article 74;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant à nouveau la contribution foncière;

Vu l'arrêté du 30 octobre 1934 abaissant les taux de la contribution foncière pour l'année 1934;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux fixés par l'article 2 de l'arrêté 661 du 27 octobre 1933 sont abaissés pour l'année 1936 à :

2% de la valeur locative des immeubles bâtis classés dans la 1^{re} catégorie.

1% de la valeur locative des immeubles bâtis dans les centres classés dans la 2^e catégorie.

ART. 2. — Les taux fixés par l'article 6 du même arrêté sont abaissés pour l'année 1936 à :

0,15% pour les terrains classés dans la 1^{re} catégorie.

0,10% pour les terrains classés dans la 2^e catégorie.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 décembre 1935.

P. Le Commissaire de la République p. i. absent

L'administrateur supérieur, chargé de l'expédition des affaires courantes et urgentes.

GEISMAR.

Approuvé par le département suivant radiotélégramme officiel n° 10 du 13 janvier 1936.

Circulation sur route Lomé-Atakpamé

ARRETE N° 1 abrogeant l'arrêté 179 du 30 novembre 1935 et modifiant l'arrêté n° 492 du 7 novembre 1935 portant réglementation des conditions de circulation sur la route Lomé-Atakpamé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 226 du 17 mai 1935 fixant les attributions de l'administrateur supérieur du Togo, notamment en son article 12;

Vu l'arrêté n° 492 du 7 novembre 1935 portant réglementation des conditions de circulation sur la route Lomé-Atakpamé et l'arrêté 179 du 30 novembre 1935 le modifiant;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé l'arrêté 179 du 30 novembre 1935 modifiant l'arrêté 492 du 7 novembre 1935.

ART. 2. — L'article premier de l'arrêté 492 du 7 novembre 1935 est modifié ainsi qu'il suit :

« La circulation sur la route Lomé-Atakpamé est interdite aux véhicules dont le poids total (poids mort et charge) excède 3.000 kilogrammes.

« Est interdite, par ailleurs, sauf autorisation spéciale du commandant de cercle, la circulation des véhicules dont le poids mort excède 2.000 kilogrammes ».

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 4 janvier 1936.

DESANTI.

Vacances scolaires

ARRETE N° 4 fixant les périodes de vacances dans les écoles primaires élémentaires du Territoire et à l'école européenne de Lomé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 portant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Outre les deux jours de congé hebdomadaire et les jours légalement fériés et des fêtes indigènes locales, il est accordé annuellement aux écoles de l'enseignement primaire élémentaire quatre-vingt douze jours de congé réparties ainsi qu'il suit :

1^o — Grandes vacances :

70 jours pendant la période fin décembre — début mars;

2^o — Pâques :

2 jours, le vendredi et le samedi précédant le dimanche de Pâques ;

3^o — Vacances de fin de trimestre :

10 jours au début juin;

10 jours à la mi-septembre.

ART. 2. — Outre le dimanche et le jeudi et les jours légalement fériés, il est accordé annuellement à l'école européenne de Lomé quatre-vingt-douze jours de congé répartis ainsi qu'il suit :

1^{re} — *Vacances de Pâques :*

10 jours, du jeudi précédant Pâques au dimanche de Quasimodo ;

2^o — *Grandes vacances :*

72 jours pendant la période fin juin début septembre ;

3^o — *Vacances de Noël et du Nouvel-An :*

10 jours du 24 décembre inclus au 2 janvier inclus.

ART. 3. — Au début de chaque année scolaire une décision du Commissaire de la République fixe pour l'année les dates de fermeture et d'ouverture des classes.

ART. 4. — Par mesure transitoire les grandes vacances de l'école européenne de Lomé sont fixées pour l'année 1936 du 12 juillet inclus au 23 août inclus.

ART. 5. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 6 janvier 1936.

DESANTI.

Cadre des services civils

ARRETE N° 13 modifiant l'arrêté du 2 octobre 1933 réorganisant le cadre des services civils du Togo :

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu le décret du 10 juillet 1920 réorganisant le personnel des administrateurs des colonies, ensemble tous actes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1933, réorganisant le cadre des services civils du Togo ;

Vu l'approbation ministérielle ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La répartition par grades du personnel du cadre des services civils du Togo est fixée de la façon suivante :

GRADES	Proportions
Adjoints principaux hors classe	15%
Adjoints principaux	20%
Adjoints et commis	65%

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 janvier 1936.

DESANTI.

Enseignement

ARRETE N° 15 modifiant l'arrêté n° 32 du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. L.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 portant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo ;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans l'arrêté n° 32 du 18 janvier 1935, fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo les mots : centre scolaire et directeur de centre scolaire sont remplacés par les mots : secteur scolaire et chef de secteur scolaire.

CERTIFICAT DE FIN D'ETUDES PRIMAIRES ELEMENTAIRES

ART. 2. — L'article 20 de l'arrêté susvisé du 18 janvier 1935 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 20. — Les études faites dans les écoles régionales sont sanctionnées par l'examen du certificat de fin d'études primaires élémentaires, dont le règlement est fixé par arrêté du Commissaire de la République ».

ART. 3. — L'article 21 de l'arrêté susvisé du 18 janvier 1935 est abrogé.

DIRECTION

ART. 4. — L'article 24 de l'arrêté susvisé du 18 janvier 1935 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 24. — Au cours de chaque année scolaire, le chef de secteur scolaire rédige au moins un bulletin de contrôle pour chacun des maîtres publics et privés subventionnés de son secteur ».

TITRE III

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE SUPERIEUR

ART. 5. — L'article 26 de l'arrêté susvisé du 18 janvier 1935 est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 26. — L'enseignement primaire supérieur destiné aux meilleurs élèves des écoles régionales est donné à Porto-Novo (Dahomey) à l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo) ».

ART. 6. — L'article 27 de l'arrêté susvisé du 18 janvier 1935 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Les candidats à l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo) se préparent au concours d'entrée à cette école dans les cours moyens 2^e année des écoles régionales où ils forment, à côté des candidats au certificat de fin d'études primaires élémentaires, une division spéciale ».

Par mesure transitoire, les écoles urbaines d'Anécho (Kpota), Palimé, Atakpamé et Mango, sont autorisées en 1936, à présenter au concours d'entrée à l'école Victor BALLOT (section Togo), des élèves titulaires du certificat de fin d'études primaires élémentaires.

Le nombre de places mises au concours pour la section Togo est fixé chaque année par décision du Commissaire de la République.

ART. 7. — Les articles 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, et 38 de l'arrêté susvisé du 18 janvier 1935 sont abrogés et remplacés par un arrêté portant organisation de la section Togo à l'école primaire supérieure Victor BALLOT.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 14 janvier 1935.

DESANTI.

Internats de Sokodé et de Mango

ARRETE N° 16 *fixant les allocations de nourriture et d'entretien des internats de Sokodé et de Mango pour l'année 1936.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement professionnel du Togo, ensemble tous textes le complétant;
Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;
Après avis du chef du service des travaux publics et des commandants de cercle intéressés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le montant des allocations de nourriture et d'entretien des internats de Sokodé et de Mango pour l'année 1936 est fixé comme suit :

Sokodé	Nourriture	0,90
	Entretien	0,50
Mango	Nourriture	0,75
	Entretien	0,35

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 14 janvier 1936.

DESANTI.

**Organisation de la section Togo à l'école
primaire supérieure Victor Ballot**

ARRETE N° 20 *portant organisation de la section Togo à l'école primaire supérieure Victor BALLOT à Porto-Novo.*

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 portant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté n° 500 E. du 12 avril 1935 du lieutenant-gouverneur du Dahomey réorganisant l'école primaire supérieure Victor Ballot;

Vu l'arrêté du 26 octobre 1935 supprimant le cours complémentaire de Lomé;

Vu l'arrêté n° 65 E. du 17 janvier 1936 du lieutenant-gouverneur du Dahomey créant une section-Togo à l'école primaire supérieure Victor Ballot;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :**I. — OBJET DE LA SECTION**

ARTICLE PREMIER. — La section dite « section Togo », annexée à l'école primaire supérieure Victor BALLOT à Porto-Novo, comprend dans les diverses classes des élèves provenant du territoire du Togo.

ART. 2. — La section Togo a pour but :

a) De donner un complément d'instruction à des élèves n'ayant d'autre but que celui de compléter leurs études.

b) De préparer éventuellement :

1° — Des candidats aux écoles du gouvernement général de l'A. O. F.

2° — Des candidats aux emplois des cadres locaux du Territoire.

3° — Des monitrices auxiliaires des classes de filles.

II. — RECRUTEMENT DES ELEVES

ART. 3. — Les élèves des deux sexes de la section Togo sont recrutés par voie de concours.

Chaque année, une décision du Commissaire de la République fixe la date à laquelle auront lieu les épreuves et le nombre de places mises au concours, sur proposition du chef du service de l'enseignement primaire, après avis du conseil de perfectionnement de l'école.

Les candidats se rendent à Lomé à leurs frais pour y subir les épreuves fixées par le présent arrêté; toutefois, sur la proposition des commandants de cercle, la gratuité du transport peut être accordée par l'administrateur supérieur du Togo aux sujets particulièrement méritants et de famille nécessiteuse.

ART. 4. — Les candidats titulaires du certificat de fin d'études primaires élémentaires, doivent être âgés de 13 ans au moins, 16 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours.

Exceptionnellement une dispense d'âge peut être accordée par le Commissaire de la République.

Le dossier de candidature comprend :

1° — Une demande d'admission sur papier libre, adressée au Commissaire de la République, écrite et signée par l'intéressé, confirmée par le père à défaut le tuteur dont la signature est dûment légalisée, portant indication précise de la profession et du domicile des parents.

Le cas échéant, une demande d'octroi de bourse, conformément aux dispositions de l'arrêté n° 21 du 17 janvier 1936 réglementant la concession des bourses à la section Togo de l'école primaire supérieure Victor BALLOT.

2° — Une expédition de l'acte de naissance.

3° — Un certificat médical attestant que le candidat est de bonne constitution, qu'il jouit d'une bonne santé et qu'il a été vacciné et spécifiant qu'il est indemne de toute affection tuberculeuse.

Les candidats sont contrevisités par le médecin-chef de l'hôpital de Lomé

4° — Le livret scolaire, portant indication du nombre d'années de scolarité, contenant les notes méritées par le candidat et son classement en fin de chaque année scolaire ainsi qu'une appréciation précise des maîtres sur le travail, les aptitudes, le caractère et la conduite.

CONCOURS D'ADMISSION

ART. 5. — Le concours comprend des épreuves écrites et orales tirées du programme du cours moyen des écoles régionales, savoir :

a) Epreuves écrites :

1° — Une épreuve d'orthographe composée d'une dictée et d'un questionnaire portant sur la connaissance de la langue et l'intelligence du texte; durée : 45 minutes non compris la dictée des questions.

La note attribuée à l'épreuve d'orthographe est divisée en deux parties égales, l'une pour la dictée, l'autre pour le questionnaire;

2° — Une épreuve de composition française; durée : 1 h. 30; coefficient 2;

3° — Deux problèmes portant sur l'arithmétique, le système métrique et la géométrie; durée : 1 h. 30;

4° — Une épreuve d'écriture courante et de présentation dont la note est donnée sur l'épreuve d'orthographe.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20; la note 0 est éliminatoire.

b) Epreuves orales :

1^o — Une épreuve de calcul mental comportant la résolution de huit questions par les procédés de calcul rapide;

2^o — Une épreuve de lecture courante;

3^o — Interrogation sur le texte lu : sens des mots, intelligence du texte, questions de grammaire; coefficient 2;

4^o — Une épreuve d'histoire et de géographie;

5^o — Une épreuve de sciences usuelles appliquées à l'hygiène et à l'agriculture locale.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20; la note 0 est éliminatoire; leur durée totale ne dépasse pas vingt minutes pour chaque candidat.

ART. 6. — Les épreuves écrites ont lieu au cours d'une même journée suivant l'horaire :

Matin : orthographe, composition française.

Soir : calcul.

Elles commencent le matin à 7 h. 30 et le soir à 14 h. 30.

Sont déclarés admissibles aux épreuves orales les candidats qui n'ayant pas de note éliminatoire réunissent un minimum de cinquante points pour l'ensemble des épreuves écrites.

Les épreuves orales ont lieu le ou les jours suivant celui des épreuves écrites et aux mêmes heures.

ART. 7. — L'admission définitive est prononcée par le Commissaire de la République dans l'ordre de la liste d'admission dressée par ordre de mérite par la commission d'examen et dans la limite du nombre des places mises au concours.

Nul ne peut figurer sur cette liste s'il n'a obtenu la moyenne de 10 sur 20 pour l'ensemble des épreuves.

ART. 8. — La commission chargée de surveiller et de corriger les épreuves est nommée par décision du Commissaire de la République.

Elle est ainsi composée :

Président :

Le chef du service de l'enseignement ou son délégué;

Membres :

Un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République;

Un notable indigène désigné par le Commissaire de la République;

Le chef du secteur scolaire de Lomé;

Autant d'instituteurs et d'institutrices qu'il est nécessaire parmi lesquels, s'il y a lieu, un représentant de chaque catégorie d'établissement privé présentant des candidats, désignés par le chef du service de l'enseignement.

III. — PERSONNEL

ART. 9. — Le personnel, placé sous l'autorité immédiate du chef du service de l'enseignement primaire, est celui de l'école primaire supérieure Victor BALLOT.

IV. — REGIME DES ETUDES

ART. 10. — La durée des études est de 3 ans.

Le programme des matières enseignées à la section et sa répartition horaire sont ceux de l'école primaire supérieure Victor BALLOT.

ART. 11. — Le tableau d'emploi du temps quotidien, la répartition mensuelle des matières à enseigner, le règlement intérieur sont ceux de l'école primaire supérieure Victor BALLOT.

EXAMEN DE PASSAGE

ART. 12. — Au cours de chaque année, les élèves subissent des épreuves trimestrielles portant sur les matières enseignées et dont le détail est fixé en conseil des maîtres.

A la fin de chaque trimestre un classement est effectué d'après une note moyenne résultant de la note de composition avec coefficient 2 et des notes de classe arrêtees chaque mois sans coefficient.

Pour le calcul de cette moyenne les différentes matières sont affectées des coefficients dont elles jouissent à l'examen de fin d'études.

La moyenne annuelle résulte de la moyenne des notes trimestrielles affectées du coefficient 3 et de la note de conduite sans coefficient prévue à l'article 14 de l'arrêté n° 500 E. du 12 avril 1935 du lieutenant-gouverneur du Dahomey.

ART. 13. — Les élèves qui n'obtiennent pas la moyenne sont licenciés.

Le passage d'une année à l'autre est prononcé par le Commissaire de la République, dans l'ordre de la liste de classement établie par ordre de mérite par le conseil des maîtres et dans la limite du nombre des places disponibles, dont le chiffre est fixé chaque année par le Commissaire de la République sur proposition du chef du service de l'enseignement primaire, après avis du conseil de perfectionnement.

ART. 14. — Les élèves qui ne passent pas dans la classe supérieure quittent l'école; exceptionnellement, ils peuvent être autorisés sur leur demande écrite à redoubler l'année, après avis favorable du conseil des maîtres.

ART. 15. — Pour chaque élève et pendant toute la durée de sa scolarité, un carnet de notes est tenu sur lequel figurent les notes trimestrielles et annuelles ainsi que l'appréciation des maîtres et du directeur.

Chaque trimestre et en fin d'année scolaire un bulletin de notes est adressé aux familles.

Section de préparation des monitrices auxiliaires de l'enseignement pour les classes de filles

ART. 16. — A la fin de la 2^e année, un certain nombre de jeunes filles peuvent être admises à la section de préparation des monitrices auxiliaires de l'enseignement.

L'admission dans cette section est prononcée par le Commissaire de la République d'après l'ordre de classement à l'examen de passage en tenant compte des préférences et des aptitudes et dans la limite du nombre de places disponibles dont le chiffre est fixé chaque année par le Commissaire de la République, sur proposition du chef du service de l'enseignement, après avis du conseil de perfectionnement de l'école.

ART. 17. — Les élèves de la section de préparation des monitrices auxiliaires de l'enseignement suivent, le matin les mêmes cours d'enseignement général que les autres élèves de 3^e année.

L'après-midi, elles sont détachées à l'école des filles de Porto-Novo.

Le programme des leçons et exercices pratiques est fixé par le chef du service de l'enseignement, après avis du conseil de perfectionnement de l'école et approuvé par le Commissaire de la République.

Le livret scolaire est mis à la disposition de la directrice de l'école des filles qui porte les notes trimestrielles et annuelles méritées ainsi qu'une appréciation.

Diplôme de l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo).

ART. 18. — A la fin de leur 3^e année d'études, les élèves sont tenus de se présenter à un examen de sortie en vue de l'obtention du diplôme de l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo).

L'examen a lieu à l'école.

Il est jugé par la commission prévue à l'article 24 de l'arrêté n° 500 E. du 12 avril 1935 du lieutenant-gouverneur du Dahomey.

Un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République est adjoint à cette commission.

ART. 19. — L'examen du diplôme de l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo) comporte des épreuves écrites et orales communes et des épreuves pratiques spéciales à chaque section dont les sujets sont choisis dans le programme de l'école.

a) Epreuves écrites :

1^o — Une épreuve d'orthographe comprenant une dictée et un questionnaire portant sur la connaissance de la langue et l'intelligence du texte. 45 minutes sont accordées pour répondre au questionnaire non compris la dictée des questions. Coefficient 3.

La note attribuée à l'épreuve d'orthographe est divisée en deux parties égales, l'une pour la dictée, l'autre pour le questionnaire.

La ponctuation n'est pas dictée.

2^o — Une épreuve de composition française. Durée : 2 heures ; coefficient 3.

3^o — Une épreuve de calcul comportant la résolution de deux problèmes. Durée : 2 heures ; coefficient 2.

4^o — Une épreuve d'histoire et de géographie de l'Afrique occidentale française, de la France et de ses colonies ; durée : 1 heure.

5^o — Une épreuve de sciences appliquées à l'agriculture, à l'élevage et à l'hygiène ; durée : 1 heure.

6^o — Une épreuve d'écriture courante et de présentation dont la note est donnée sur l'épreuve d'orthographe.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20 ; la note 0 est éliminatoire.

b) Epreuves orales :

1^o — Une épreuve de calcul mental comportant résolution de huit questions par les procédés du calcul rapide. Durée : 10 minutes.

2^o — Une épreuve de lecture courante d'un texte d'auteur ; durée : 5 minutes.

3^o — Une épreuve de lecture expliquée sur le texte précédent : sens des mots, intelligence et plan du morceau, durée : 10 minutes.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20 ; la note 0 est éliminatoire.

c) Epreuves pratiques spéciales

1^o — Section générale.

a) Une épreuve de dessin comportant le croquis coté au crayon d'un objet usuel placé devant les candidats ou la confection aux crayons de couleurs d'une composition décorative devant former pochoir sur un motif local. Durée : 2 heures ;

b) Une épreuve de travail manuel consistant :

Pour les garçons : exécution d'une pièce ou d'un ouvrage simple en bois ou en fer blanc ;

Pour les filles : coupe et confection d'une pièce usuelle de lingerie ou d'habillement.

Le temps accordé pour cette épreuve est fixé par le président ; il ne peut être inférieur à 2 heures.

2^o — Section de préparation des monitrices auxiliaires de l'enseignement.

a) Une épreuve consistant en une classe d'une heure à l'école des filles de Porto-Novo et comprenant obligatoirement une séance d'enseignement ménager ;

b) Coupe et confection d'une pièce usuelle de lingerie ou d'habillement.

Le temps accordé pour cette épreuve est fixé par le président ; il ne peut être inférieur à 2 heures.

Chacune de ces épreuves est notée de 0 à 20 ; la note 6 est éliminatoire.

ART. 20. — Les épreuves ont lieu suivant l'horaire suivant :

1^{re} Journée : matin : orthographe, composition française soir : calcul.

2^e journée : histoire, géographie, sciences, épreuves orales.

3^e Journée : Epreuves pratiques.

Elles commenceront le matin à 7 h. 30 et le soir à 14 h. 30.

ART. 21. — Les trois moyennes annuelles obtenues comme il est indiqué à l'article 12 concourent pour former la moyenne des notes de classe.

ART. 22. — A l'issue de l'examen, le jury établit un classement des candidats compte tenu par part égale :

1^o — De la moyenne des notes de l'examen ;

2^o — De la moyenne des notes de classe indiquée à l'article 21.

Sont déclarés admissibles au diplôme de l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo), les candidats qui, n'ayant pas de note éliminatoire, ont obtenu une moyenne générale de onze points sur 20.

ART. 23. — Le Commissaire de la République prononce l'admission définitive et délivre le diplôme de l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo) avec les mentions :

A.B. Pour une moyenne générale égale ou supérieure à 13 sur 20.

B. Pour une moyenne générale égale ou supérieure à 15 sur 20.

T.B. Pour une moyenne générale égale ou supérieure à 17 sur 20.

ART. 24. — Les élèves qui n'obtiennent pas le diplôme de l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo) peuvent exceptionnellement être autorisés, sur leur demande écrite, à redoubler la 3^e année, après avis favorable du jury de l'examen et du conseil des maîtres.

V. — DISCIPLINE

ART. 25. — Les règles prévues aux articles 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37 de l'arrêté n° 500 E. du 12 avril 1935 du lieutenant-gouverneur du Dahomey relative à la discipline, au tableau d'honneur, aux jours de sortie et au journal de l'école sont applicables à la section Togo.

VI. — ENTRETIEN DES ELEVES

ART. 26. — Pour les garçons, le régime est l'internat, et pour les filles l'externat. Des bourses peuvent être accordées dans les conditions prévues à l'arrêté n° 21 du 17 janvier 1936 du Commissaire de la République.

Les frais d'entretien des élèves de la section Togo ainsi que la participation aux frais généraux de l'établissement seront supportés par la dotation du chapi-

tre XIII, article 7, paragraphe 5 du budget local du territoire du Togo dans les conditions prévues par arrêté n° 65 E. du 17 janvier 1936 du lieutenant-gouverneur du Dahomey et sur production par le budget intéressé d'un état nominatif dressé trimestriellement.

ART. 27. — Une décision du Commissaire de la République fixe le taux de remboursement des frais d'études et d'entretien.

ART. 28. — La composition de la ration, des objets de réfectoire, d'habillement, de couchage, d'entretien, de nettoyage etc. est celle de l'école primaire supérieure Victor BALLOT.

ART. 29. — A l'entrée et à la sortie de l'école, même en cas d'exclusion et chaque année au commencement et à la fin des grandes vacances, une réquisition dernière catégorie locale est accordée aux élèves titulaires d'une bourse entière pour se rendre dans leur famille ou pour rejoindre l'école, sans toutefois qu'ils puissent prétendre à aucune indemnité de déplacement.

VII. — ECONOMAT

ART. 30. — Les règles édictées aux articles 42, 43, et 44 de l'arrêté n° 500 E. du 12 avril 1935 du lieutenant-gouverneur du Dahomey sont applicables à la section Togo.

ART. 31. — L'économe de l'école primaire supérieure Victor BALLOT dresse à la fin de chaque trimestre un état nominatif conformément aux dispositions du paragraphe 2^e de l'article 26 du présent arrêté aux fins de remboursement par le budget du Territoire au budget local du Dahomey des frais d'entretien des élèves titulaires de bourses ainsi que de la participation aux frais généraux d'entretien.

VIII. — CONSEIL DE PERFECTIONNEMENT

ART. 32. — Les dispositions des articles 45, 46 et 47 de l'arrêté n° 500 E. du 12 avril 1935 du lieutenant-gouverneur du Dahomey, concernant le conseil de perfectionnement de l'école primaire supérieure Victor BALLOT sont applicables à la section Togo.

Un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République est adjoint à ce conseil.

ART. 33. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 17 janvier 1936.

DESANTI.

Bourses à l'E. P. S. Victor Ballot

ARRETE No 21 réglementant la concession des bourses à l'école primaire supérieure Victor Ballot (section Togo).

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 portant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Vu l'arrêté du 26 octobre 1935 supprimant le cours complémentaire de Lomé;

Vu l'arrêté n° 20 du 17 janvier 1936 portant organisation de la section Togo à l'école primaire supérieure Victor BALLOT;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

TITRE PREMIER

DES BOURSES

ARTICLE PREMIER. — Des bourses peuvent être concédées à l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo) au profit d'enfants méritants dont les parents sont dignes d'intérêt.

Les enfants doivent s'être distingués par leur conduite et leurs aptitudes intellectuelles dûment constatées.

Les parents doivent prouver que leurs ressources sont insuffisantes pour assurer le paiement de la totalité ou d'une partie des frais d'études.

TITRE II

CONDITIONS D'OBTENTION DES BOURSES

ART. 2. — *Dossier.* — Aucune bourse ne peut être accordée à un candidat s'il ne constitue le dossier suivant à joindre à son dossier de candidature à l'école :

1^o — Une demande écrite, signée par le père ou le tuteur suivant la coutume locale, lequel y prendra l'engagement de payer, le cas échéant les frais qui pourraient être laissés à sa charge.

2^o — Une feuille de renseignement indiquant :

a) les noms, prénoms, profession et adresse complète du père et de la mère ou du tuteur, tel qu'il est défini ci-dessus;

b) le nom et prénom du candidat;

c) les noms et prénoms usuels de ses frères et sœurs avec leur âge, leur profession s'il y a lieu;

d) l'aide déjà accordée par le Territoire pour l'un ou l'autre des enfants;

e) les charges de famille, les ressources totales (parents, enfants) de la famille;

f) le détail des impositions payées par les parents.

Le père ou le tuteur certifiera la sincérité de ces renseignements. Cette déclaration sera vérifiée et certifiée par le commandant de cercle.

Mention sera faite que toute déclaration reconnue inexacte entraînera la radiation du candidat pour l'obtention d'une bourse.

ART. 3. — Le concours d'admission à l'école tient lieu de concours pour l'attribution des bourses. L'admission à l'école Victor BALLOT (section Togo) ne confère nullement le droit à une bourse.

TITRE III

DE LA COMMISSION D'ATTRIBUTION

ART. 4. — Une commission dite d'attribution est chargée de dresser la liste des boursiers.

Elle comprend :

Président :

Un administrateur en chef ou un administrateur des colonies;

Membres :

Le chef du bureau des finances;

Un membre du conseil d'administration du Territoire désigné par le Commissaire de la République;

Le chef du service de l'enseignement;

Le chef du secteur scolaire de Lomé;

Un père de famille désigné par le Commissaire de la République, sur proposition du commandant de cercle du sud.

ART. 5. — Cette commission examine les dossiers complets, donne son opinion sur chacun d'eux. Elle dresse par ordre de préférence une seule liste de tous les candidats avec pour chacun d'eux la qualité de la

bourse proposée suivant l'état de fortune de la famille et selon les modalités prévues à l'article 10 ci-dessous. Cette liste est soumise à l'agrément du Commissaire de la République qui arrête, par décision, la liste définitive des bénéficiaires et la nature de la bourse qui leur est accordée.

ART. 6. — Durée de la bourse. Aucune bourse ne peut être concédée sans l'avis de la commission d'attribution des bourses.

En principe, toute bourse obtenue est maintenue jusqu'à la fin des études à l'école.

Toutefois le renouvellement des bourses a lieu chaque année sur demande écrite de maintien de la part des parents et après avis de la commission d'attribution des bourses.

ART. 7. — Régime transitoire des anciennes bourses. Les dossiers des bénéficiaires de bourses, l'ayant obtenue antérieurement à la promulgation du présent arrêté, sont également soumis, en fin d'année scolaire, à la commission d'attribution.

ART. 8. — Tous les dossiers sont soumis à la commission d'attribution qui juge si les bénéficiaires de bourse continuent à mériter, par leur conduite, leur travail et leurs succès, la bienveillance du gouvernement. Ces dossiers doivent contenir les notes scolaires obtenues par les élèves, leur inscription au tableau d'honneur, les appréciations de leurs maîtres.

Après examen de ces dossiers, la commission d'attribution, prononce, suivant les mérites des boursiers, le maintien, l'augmentation la réduction ou la suppression des bourses accordées.

ART. 9. — Tout élève quittant volontairement l'école Victor BALLOT en cours de scolarité est tenu de rembourser le montant de la bourse dont il a joui, sauf si ce départ volontaire est consécutif à une réduction ou suppression de bourse le mettant dans l'impossibilité matérielle de continuer ses études.

En cas d'exclusion pour motifs disciplinaires, la déchéance de la bourse est immédiatement prononcée par le Commissaire de la République, sur proposition du chef du service de l'enseignement primaire, après avis du conseil des maîtres. Le remboursement total ou partiel peut être exigé. Des sursis de paiement, s'échelonnant sur cinq ans au plus peuvent être accordés par le Commissaire de la République sur proposition du chef du service de l'enseignement, après avis du conseil des maîtres.

En cas de licenciement pour insuffisance de notes, l'élève est déchu de sa bourse après deux avertissements préalables notifiés à la famille par le chef du service de l'enseignement. La déchéance est prononcée par le Commissaire de la République, après avis du conseil des maîtres, si le remboursement de la bourse doit être poursuivi.

Tout boursier qui, en fin d'année scolaire, n'atteint pas une moyenne, pour l'ensemble de ses notes, jugée suffisante par la commission d'attribution, après avis du conseil des maîtres, est déchu de sa bourse. Il peut dans la limite du nombre de places disponibles, continuer ses études à titre onéreux.

En cas de licenciement pour raison de santé, le droit à la bourse est supprimée.

TITRE IV

RÉGIME FINANCIER DES BOURSES

ART. 10. — Les bourses pour l'école Victor BALLOT (section Togo) sont à la charge du budget local (frais de nourriture et d'entretien des élèves à l'école

primaire supérieure Victor BALLOT) (section Togo). Le nombre des bourses à attribuer est fixé chaque année par décision du Commissaire de la République.

ART. 11. — Selon le mérite des candidats et la situation de fortune des parents, il peut être accordé des bourses entières ou des fractions de bourses se montant au 3/4 à la moitié ou 1/4 de bourse.

ART. 12. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 17 janvier 1936.

DESANTI.

Certificat de fin d'études primaires élémentaires

ARRETE N° 22 réglementant le certificat de fin d'études primaires élémentaires.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 fixant l'organisation générale de l'enseignement officiel au Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La réglementation du certificat de fin d'études primaires élémentaires instituée par l'arrêté du 18 janvier 1935 est remplacée par la suivante :

ART. 2. — Les chefs de secteur scolaire doivent fournir, avant le 1^{er} octobre, l'état des candidats de leur secteur que les directeurs et directrices des écoles publiques et privées ont l'intention de présenter.

Cet état visé par l'administrateur porte :

Les noms et prénoms des candidats;

Leurs date et lieu de naissance;

La demeure de leur famille;

Le numéro des élèves sur le registre matricule;

La durée de leur scolarité totale.

ART. 3. — Les candidats doivent être âgés de douze ans au moins, mais une dispense peut être accordée par le Commissaire de la République.

ART. 4. — La date et les centres d'examen sont fixés chaque année par décision du Commissaire de la République. L'examen écrit a lieu un mois et demi environ avant la fermeture des classes.

ART. 5. — Peuvent seuls concourir les candidats régulièrement inscrits, et dont la liste sera adressée à temps voulu aux administrateurs intéressés.

ART. 6. — L'examen se compose d'épreuves écrites corrigées à Lomé par une commission centrale, et d'épreuves orales notées sur place par une commission locale.

ART. 7. — Les épreuves écrites, qui ont lieu à huis clos, sont éliminatoires; elles comprennent :

Pour le matin :

1^o — Une dictée d'une douzaine de lignes dont la ponctuation est donnée. La dictée est relue, puis dix minutes sont accordées. Toute faute enlève deux points. Maximum : dix points.

2^o — Cinq questions relatives à l'épreuve précédente : explication d'un mot, d'une expression, analyse d'un mot, familles de mots, synonymes et homonymes, conjugaison. Ces questions ne sont pas écri-

tes au tableau noir, mais dictées, puis une demi heure est accordée. Chaque question est notée de zéro à 2. Maximum : dix points.

3^e — La dictée et les questions servent d'épreuve d'écriture. Maximum : dix points.

4^e — Deux problèmes, un d'arithmétique et de système métrique, un de géométrie, notés chacun de zéro à 10. Les énoncés sont écrits sans commentaire au tableau noir, puis copiés par les candidats, et une heure leur est accordée. Maximum : vingt points.

Pour le soir :

5^e — Une composition française d'un genre très simple, comportant soit une lettre, soit une description facile, soit une courte narration de faits bien connus des enfants, une heure et demi. Maximum : vingt points.

6^e — Pour les garçons : un dessin de mémoire ou d'après nature une heure. Maximum : dix points.

Pour les filles : un exercice de couture, une heure. Maximum : dix points.

La note de chacune des épreuves énumérées aux paragraphes 2^e, 4^e et 5^e peut être abaissée d'un point si l'orthographe est mauvaise, de deux points si l'orthographe est très mauvaise.

ART. 8. — Les épreuves orales comprennent cinq interrogations d'une durée maximum de dix minutes chacune, notées de zéro à dix et portant sur :

1^o — Lecture expliquée, conversation et récitation ;

2^o — Histoire sommaire et géographie du Togo, du Dahomey, de l'A. O. F. et de la France (un croquis très simple du cercle, du Territoire, de la colonie, de l'A. O. F. peut être imposé aux candidats).

3^o — Calcul mental (cinq questions notées chacune de zéro à 2) ;

4^o — Sciences physiques et naturelles (les interrogations porteront principalement pour les garçons sur l'agriculture de la région habitée par chaque candidat sur la puériculture pour les filles et sur l'hygiène pour les garçons et les filles).

5^o — Gymnastique (pour les garçons), enseignement ménager pratique (pour les filles).

ART. 9. — Sont déclarés admissibles aux épreuves orales les candidats qui, n'ayant pas de note éliminatoire, ont obtenu pour les épreuves écrites la moitié du maximum des points, soit quarante.

Sont définitivement admis les candidats qui, n'ayant pas de note éliminatoire, ont obtenu la moyenne pour l'ensemble des épreuves orales.

Est éliminatoire : la note zéro pour une épreuve quelconque.

Toute tentative de fraude ou de communication entraîne l'exclusion immédiate du candidat coupable.

ART. 10. — La commission locale chargée de surveiller la partie écrite de l'examen est composée de :

L'administrateur ou son délégué, Président ;

Le chef du secteur scolaire ou le directeur de l'école régionale ;

Autant d'instituteurs et d'institutrices qu'il est nécessaire, parmi lesquels, s'il y a lieu, un représentant de chaque catégorie d'établissement privé présentant des candidats, désignés par l'administrateur sur proposition du chef du secteur scolaire ;

Un fonctionnaire ou un notable désigné par l'administrateur.

La commission locale chargée de faire subir l'examen oral comprend :

Le chef du service de l'enseignement primaire, président ;

Le délégué de l'administrateur, Vice-Président ;

Le chef du secteur scolaire ou le directeur de l'école régionale ;

Autant d'instituteurs ou d'institutrices qu'il est nécessaire, parmi lesquels, s'il y a lieu, un représentant de chaque catégorie d'établissement privé présentant des candidats, désignés par l'administrateur sur proposition du chef du secteur scolaire ;

Un fonctionnaire ou un notable désigné par l'administrateur.

ART. 11. — Le chef du service de l'enseignement primaire choisit les sujets des épreuves écrites. Le jour de l'examen, le pli cacheté contenant les sujets, pli adressé par le Commissaire de la République à l'administrateur, est remis au président, pour être ouvert devant les élèves.

L'enveloppe contenant chaque sujet de composition n'est ouverte qu'au moment venu.

Les copies des élèves portent dans un coin replié les noms du candidat et du centre. Dès achèvement, elles sont relevées et placées immédiatement sous enveloppe scellée ou paraphée.

Lorsque l'examen est terminé, les enveloppes renfermant les épreuves écrites et le procès-verbal des séances sont réunies sous un même paquet scellé et remis à l'administrateur pour transmission au Commissaire de la République.

ART. 12. — La commission centrale est composée :

Du chef du service de l'enseignement primaire, président ;

D'un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République, Vice-Président ;

D'autant d'instituteurs et d'institutrices qu'il est nécessaire, parmi lesquels, s'il y a lieu, un représentant de chaque catégorie d'établissement privé présentant des candidats désignés par le Commissaire de la République sur proposition du chef du service de l'enseignement ;

D'un notable indigène désigné par le Commissaire de la République.

Elle procède à la correction des épreuves écrites, à l'établissement du total des notes obtenues par tous les candidats admissibles aux épreuves orales.

ART. 13. — Les candidats admissibles sont seuls convoqués à l'examen oral. Les épreuves orales sont publiques ; mais le président peut prendre toutes mesures utiles pour faire régner l'ordre et le silence durant les opérations de la commission.

ART. 14. — La commission centrale se réunit à nouveau pour procéder au recensement des notes obtenues à l'oral par les candidats admissibles. La liste d'admission est arrêtée par le chef du service de l'enseignement primaire qui peut, à la deuxième réunion de la commission centrale, se faire remplacer par son délégué.

ART. 15. — Les candidats ayant satisfait aux épreuves du certificat de fin d'études primaires élémentaires reçoivent un diplôme. La liste des candidats définitivement admis est insérée au journal officiel du Territoire.

ART. 16. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera. Une copie en sera remise à chaque commission d'examen par l'administrateur ou le chef du service de l'enseignement primaire et sera affichée dans chaque école régionale.

Porto-Novo, le 17 janvier 1936.

DESANTI.

Ecole professionnelle d'agriculture de Porto-Novo

ARRETE N° 23 modifiant l'arrêté du 8 décembre 1935 déterminant les conditions dans lesquelles les jeunes gens originaires du Togo peuvent être admis à suivre les cours à l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 8 décembre 1935 déterminant les conditions dans lesquelles les jeunes gens originaires du Togo peuvent être admis à suivre les cours de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 5 de l'arrêté du 8 décembre 1935 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« Le concours d'entrée a lieu annuellement à une date fixée par le Commissaire de la République sur la proposition du chef du service de l'agriculture.

« Les épreuves sont de deux sortes :

« 1^o — Epreuves écrites passées aux chefs-lieux des cercles, comportant :

« une rédaction sur un sujet d'agriculture général;

« une épreuve de calcul (calcul de surface ou de volume, règle de 3 simple);

« 2^o — Epreuves orales subies à Lomé comportant :

« des interrogations sur les sciences usuelles appliquées à l'agriculture;

« lecture d'un texte français avec explications sur le sens du morceau, des phrases et des mots;

« des interrogations sur le système métrique.

« Les épreuves écrites sont éliminatoires.

« Les compositions établies sous la surveillance d'une commission comprenant :

Président :

« Le commandant de cercle,

Membres :

« Le chef de la circonscription agricole ou à défaut un fonctionnaire désigné par le commandant de cercle,

« Un agent désigné également par le commandant de cercle,

sont envoyées sous plis cachetés, en présence des 3 membres de ladite commission, à Lomé où elles sont corrigées par un jury composé comme suit :

Président :

« L'administrateur supérieur du Togo ou son délégué,

Membres :

« Le chef du service de l'agriculture ou son délégué,

« Un fonctionnaire de l'enseignement,

« Un fonctionnaire désigné par le Commissaire de la République.

« Cette commission fait également subir les épreuves orales aux candidats qu'elle a déclaré admis à l'écrit.

« Les candidats qui ont subi ces diverses épreuves avec succès sont admis à l'école professionnelle d'agriculture dans l'ordre de leur classement ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 18 janvier 1936.

DESANTI.

Moniteurs subventionnés des missions

ARRETE N° 25 fixant le nombre des moniteurs subventionnés des missions.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté 668 du 27 octobre 1933 portant réorganisation du service de l'enseignement notamment en son article 12 et tous actes subséquents le modifiant;

Vu la décision du 8 décembre 1935 fixant la composition et la date de réunion de la commission instituée par l'article 12 de l'arrêté susvisé;

Vu le procès-verbal en date du 21 décembre 1935 établi par la commission;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le nombre des moniteurs subventionnés est fixé pour les années 1936-1937 et 1938 aux nombres suivants :

32 pour les écoles de la mission catholique;

14 pour les écoles de la mission protestante évangélique;

3 pour les écoles de la mission protestante wesleyenne.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 18 janvier 1936.

DESANTI.

RECTIFICATIF à l'arrêté n° 569 du 18 décembre 1935 fixant le nombre et l'emplacement des écoles officielles du Territoire.

Au lieu de :

ARTICLE PREMIER. —

Ecoles régionales

Lomé : Ecole de la rue F. Bohn 1 classe.

Lire :

ARTICLE PREMIER. —

Ecoles régionales

Lomé : Ecole de la rue F. Bohn 2 classes.

Le reste sans changement.

Porto-Novo, le 14 janvier 1936.

DESANTI.

ERRATUM à la décision n° 9 du 6 janvier 1936 fixant les dates des vacances et des examens en 1936.

Au lieu de :

ARTICLE PREMIER. —

A. — Ecoles primaires élémentaires

Paques : le vendredi 10 et le samedi 11 avril;

Vacances de fin du deuxième trimestre :

Du 14 septembre inclus au 23 septembre inclus;

Lire :

ARTICLE PREMIER. —

A. — Ecoles primaires élémentaires

Pâques : le vendredi 10 et le samedi 11 avril ;
 Vacances de fin du premier trimestre :
 Du 4 juin inclus au 13 juin inclus ;
 Vacances de fin du deuxième trimestre :
 Du 14 septembre inclus au 23 septembre inclus ;

Le reste sans changement.

Porto-Novo, le 12 janvier 1936.
 DESANTI.

Enseignement**ARRETES et décisions du lieutenant-gouverneur.**

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR DU DAHOMEY P. I.,
 CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840, rendue applicable à la colonie par décret du 10 mars 1893 ; ensemble le décret organique du 18 octobre 1904 ;

Vu l'arrêté général du 1^{er} mai 1924 fixant l'organisation de l'enseignement en Afrique occidentale française ;

Vu l'arrêté local n° 500 E. du 12 avril 1935 portant réorganisation de l'école primaire supérieure Victor BALLOT ;

Vu le télégramme du 16 octobre 1935 du gouverneur général ;

Vu la décision n° 1357 E. du 26 octobre 1935 admettant à l'école primaire supérieure Victor BALLOT les élèves du cours complémentaire et du cours supérieur de Lomé ;

Sur la proposition du chef de service de l'enseignement primaire ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une section dite « section Togo » est annexée à l'école primaire supérieure Victor BALLOT.

Les élèves du Togo y sont admis dans les conditions fixées par l'arrêté n° 20 E. du 17 janvier 1936 du Commissaire de la République.

ART. 2. — L'entretien complet des élèves suivant les tarifs fixés par l'administration locale du Dahomey ainsi que la quote-part de soixante quinze francs par an et par élève pour participation aux frais généraux de l'établissement sont à la charge du territoire du Togo.

ART. 3. — Les anciens élèves du cours complémentaire et du cours supérieur de Lomé admis à l'école primaire supérieure Victor BALLOT par décision n° 1357 E. du 26 octobre 1935 sont versés à la section Togo pour compter du 1^{er} janvier 1936.

ART. 4. — Sont et demeurent abrogées toutes dispositions contraires à celles du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 17 janvier 1936.

DESANTI.

DECISION N° 9 fixant les dates des vacances et des examens en 1936.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
 CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1936 portant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo ;

Vu l'arrêté du 6 janvier 1936 fixant les périodes de vacances dans les écoles primaires élémentaires du Territoire, et à l'école européenne de Lomé ;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement ;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les dates des vacances sont fixées ainsi qu'il suit pour l'année 1936 :

A — ÉCOLES PRIMAIRES ÉLÉMENTAIRES

Pâques : le vendredi 10 et le samedi 11 avril ;

Vacances de fin du deuxième trimestre :
 du 14 septembre inclus au 23 septembre inclus ;

Grandes vacances :
 du 25 décembre inclus au 4 mars 1937 inclus.

B — ÉCOLE EUROPÉENNE DE LOMÉ

Vacances de Pâques :
 du 9 avril inclus au 18 avril inclus.

Grandes vacances :
 du 13 juillet inclus au 23 août inclus.

Vacances de Noël :
 du 24 décembre inclus au 2 janvier 1937 inclus.

ART. 2. — Les examens et concours du Territoire auront lieu aux dates ci-après :

Concours d'entrée à l'école primaire supérieure Victor BALLOT (section Togo) : le 31 août et jours suivants à Lomé.

Concours d'entrée dans le cadre des instituteurs : le 5 octobre et jours suivants à Lomé.

Examen du certificat de fin d'études primaires élémentaires (épreuves écrites) : le 3 novembre dans les centres du Territoire désignés par décision du Commissaire de la République.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 6 janvier 1936.

DESANTI.

Chambre de commerce**ARRETE N° 30 fixant la date des élections pour le renouvellement en 1936 de la chambre de commerce du Togo.**

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
 CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
 COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1928 portant réorganisation de la chambre de commerce du Togo ; ensemble les arrêtés des 29 février 1932 et 14 novembre 1933 le modifiant ;

Vu l'arrêté du 22 décembre 1935 portant établissement définitif de la liste des électeurs pour le renouvellement de la chambre de commerce en 1936 ;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les élections en vue du renouvellement de la chambre de commerce du Togo sont fixées au 9 février 1936.

Elles auront lieu à Lomé à la maison commune sous la présidence du commandant du cercle du sud, assisté des deux plus jeunes et des deux plus âgés des électeurs présents dans la salle à l'ouverture du scrutin. Le scrutin sera ouvert de dix heures à douze heures.

ART. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté du 18 janvier 1928, les électeurs absents de Lomé ou non domiciliés dans cette ville pourront adresser au président du bureau leur bulletin

enfermé en deux enveloppes dont la première sera revêtue de leur signature et dont la seconde ne devra porter aucun signe extérieur faute de quoi l'enveloppe et le bulletin qu'elle contient ne seront pas admis.

Ces enveloppes devront parvenir au président avant la fermeture du scrutin.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 22 janvier 1936.

DESANTI.

Tableau d'avancement

ARRETE N° 32 portant inscription au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. L.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 11 mars 1933, organisant le cadre supérieur de la police;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1933 réorganisant le cadre des services civils du Togo;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1933 fixant le statut général des cadres locaux européens du Togo, à l'exception de celui des services civils;

Vu les arrêtés du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde, le classement et les conditions spéciales de recrutement du personnel des cadres locaux européens du Togo, à l'exception de celui des services civils;

Vu le procès-verbal du 20 décembre 1935 des commissions de classement nommées par décision du 6 décembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo pour l'année 1936.

A — Services civils

Pour le grade d'adjoint principal hors classe :

M. D'AZCONA Christian, adjoint principal de 1^{re} classe.

Pour le grade d'adjoint principal de 2^e classe :

M.M. RIBÉIL Paul, adjoint principal de 3^e classe (au choix).

MONNIER Edouard, adjoint principal de 3^e classe (au choix).

Pour le grade d'adjoint principal de 3^e classe :

M.M. MAILLET Jean, adjoint de 1^{re} classe (au choix).

TERRAC Jean Marie, adjoint de 1^{re} classe (au choix).

BERLIE Michel, adjoint de 1^{re} classe (au choix).

DASSONVILLE Jean, adjoint de 1^{re} classe (au choix).

ROTH René, adjoint de 1^{re} classe (au choix).

DANTEC Xavier, adjoint de 1^{re} classe (à l'ancienneté).

Pour le grade d'adjoint de 1^{re} classe :

M.M. CONSO Robert, adjoint de 2^e classe (au choix).

CHAUTARD Emile, adjoint de 2^e classe (au choix).

JAGU Pierre, adjoint de 2^e classe (au choix).

Pour le grade d'adjoint de 2^e classe :

M.M. MAUGIS André, commis de 1^{re} classe (au choix).

MENEAU Jean, commis de 1^{re} classe (au choix).

FRÉAU Max, commis de 1^{re} classe (au choix).

Pour le grade de commis de 2^e classe :

M.M. DUBOIS Philippe, commis de 3^e classe (au choix).

LE GLATIN Jean Yves, commis de 3^e classe (au choix).

B — Enseignement

Pour le grade d'instituteur principal hors classe :

M. SIRO Armand, instituteur principal de 1^{re} classe,

Pour le grade d'institutrice principale de 2^e classe :

M^{me} PATANCHON Louise, institutrice principale de 3^e classe.

Pour le grade d'instituteur principal de 3^e classe :

M. CHAMPION Albert, instituteur de 1^{re} classe (au choix).

Pour le grade d'instituteur de 1^{re} classe :

M. PALLARÈS Martin, instituteur de 2^e classe (au choix).

Pour le grade d'instituteur de 2^e classe :

M. COMBES René, instituteur de 3^e classe (au choix).

Pour le grade d'instituteur de 5^e classe :

M.M. BEUTER Marc Jean, instituteur de 6^e classe (au choix).

CAPELIER Franc Louis, instituteur de 6^e classe (au choix).

C — Agriculture

Pour le grade de conducteur principal de 1^{re} classe :

M. GAILLAGUET Jules, conducteur principal de 2^e classe (au choix).

Pour le grade de conducteur principal de 3^e classe :

M. KNILL Marcel, conducteur de 1^{re} classe.

D — Travaux publics T. S. F. géomètres

Pour le grade de surveillant de 2^e classe :

M. BERTHON Albert, surveillant de 3^e classe (au choix).

Pour le grade de surveillant de 3^e classe :

M. ANGELETTI Laurent, surveillant de 4^e classe.

Pour le grade de comptable principal de 3^e classe :

M. WALLON Gaston, comptable de 1^{re} classe (au choix).

Pour le grade d'ingénieur-chef de station hors classe :

M. BRASSARD Paul, ingénieur-chef de station de 1^{re} classe (au choix).

Pour le grade de commis-radio de 2^e classe :

M. GOUINEAU Jean, commis-radio de 3^e classe (au choix).

Pour le grade de géomètre-adjoint de 2^e classe :

M.M. THIVOLLE Henri, géomètre-adjoint de 3^e classe (au choix).

LALONDRELLE Georges, géomètre-adjoint de 3^e classe.

E — Chemin de fer

Pour le grade de sous-chef de dépôt de 1^{re} classe :

M. WALLON Henri, sous-chef de dépôt de 2^e classe.

Pour le grade de chef ouvrier d'art de 3^e classe :

M. SERRE Pierre, ouvrier d'art de 1^{re} classe (à l'ancienneté).

Pour le grade de sous-chef mécanicien de 1^{re} classe :

M. BURIGNAT Marc, sous-chef mécanicien de 2^e classe (au choix).

Pour le grade de sous-chef de gare de 3^e classe :

M. BRUNI Louis, sous-chef de gare de 4^e classe (au choix).

Pour le grade d'agent-comptable de 4^e classe :

M. PINELLI Roch, agent-comptable de 5^e classe (au choix).

Pour le grade de chef de district de 3^e classe :

M. AGNIEL Jean Marie, chef de district de 4^e classe (au choix).

Pour le grade de chef de district de 4^e classe :

M. COMBE Roger, chef de district de 5^e classe (au choix).

F — Police et sûreté*Pour le grade d'inspecteur-adjoint de 1^{re} classe :*

M. GINET Henri, inspecteur-adjoint de 2^e classe (au choix).

Pour le grade d'inspecteur-adjoint de 2^e classe :

M. VENANCE Julien, inspecteur-adjoint de 3^e classe (au choix).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 23 janvier 1936.
DESANTI.

Promotions**ARRETE N° 33 portant promotions.**

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté du 11 mars 1933, organisant le cadre supérieur de la police;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1933 réorganisant le cadre des services civils du Togo;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1933 fixant le statut général des cadres locaux européens du Togo;

Vu l'arrêté du 12 octobre 1933 fixant la hiérarchie, la solde et le classement du personnel des cadres locaux européens du Togo, à l'exception de celui des services civils;

Vu l'arrêté n° 32 du 23 janvier 1936 portant inscription au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promus, pour compter du 1^{er} janvier 1936 dans le personnel des cadres locaux européens du Togo :

1^{er} — Cadre des services civils*Au grade d'adjoint de 2^e classe :*

M. M. MAUGIS André, commis de 1^{re} classe.

MENEAU Jean, commis de 1^{re} classe.

FRÉAU Max, commis de 1^{re} classe.

Au grade de commis de 2^e classe :

M. M. DUBOIS Philippe, commis de 3^e classe, (conserve un reliquat d'ancienneté pour services militaires non utilisés de 1 an 1 mois 17 jours).

LE GLATIN Yves, commis de 3^e classe, (conserve un reliquat d'ancienneté pour services militaires non utilisés de 11 mois 23 jours).

2^e — Cadre de l'enseignement*Au grade d'instituteur principal hors classe :*

M. SIRO Armand, instituteur principal de 1^{re} classe.

Au grade d'instituteur de 5^e classe :

M. M. BEUTER Marc Jean, instituteur de 6^e classe, (conserve un reliquat d'ancienneté pour services militaires non utilisés de 2 mois 14 jours).

CAPELIER Franc Louis, instituteur de 6^e classe, (conserve un reliquat d'ancienneté pour services militaires non utilisés de 2 mois 1 jours).

3^e — Agriculture*Au grade de conducteur principal de 3^e classe :*

M. KNILL Marcel, conducteur de 1^{re} classe.

4^e — Travaux publics*Au grade de surveillant de 2^e classe :*

M. BERTHON Albert, surveillant de 3^e classe, (conserve un reliquat d'ancienneté pour services militaires de 10 mois 18 jours).

Au grade de surveillant de 3^e classe :

M. ANGELETTI Laurent, surveillant de 4^e classe.

Au grade de comptable principal de 3^e classe :

M. WALLON Gaston, comptable de 1^{re} classe.

5^e — T. S. F.*Au grade de commis-radio de 2^e classe :*

M. GOUINEAU Jean, commis-radio de 3^e classe, (conserve un reliquat pour services militaires non utilisés de 1 an 2 mois 6 jours).

6^e — Géomètres*Au grade de géomètre-adjoint de 2^e classe :*

M. M. THIVOLLE Henri, géomètre-adjoint de 3^e classe, (conserve un reliquat d'ancienneté pour services militaires non utilisés de 1 an 2 mois 16 jours).

LALONDRELLE Georges, géomètre-adjoint de 3^e classe, (conserve un reliquat d'ancienneté pour services militaires non utilisés de 8 ans 2 mois 29 jours).

7^e — Chemin de fer*Au grade de chef ouvrier d'art de 3^e classe :*

M. SERRE Pierre, ouvrier d'art de 1^{re} classe, (conserve un reliquat pour services militaires non utilisés de 1 an 4 mois 14 jours).

Au grade de sous-chef de gare de 3^e classe :

M. BRUNI Louis, sous-chef de gare de 4^e classe.

Au grade d'agent-comptable de 4^e classe :

M. PINELLI Roch, agent comptable de 5^e classe, (conserve un reliquat pour services militaires non utilisés de 1 an 10 mois 6 jours).

Au grade de chef de district de 3^e classe :

M. AGNIEL Jean Marie, chef de district de 4^e classe, (conserve un reliquat pour services militaires non utilisés de 5 mois 4 jours).

8^e — Police*Au grade d'inspecteur-adjoint de 1^{re} classe :*

M. GINET Henri, inspecteur adjoint de 2^e classe, (conserve un reliquat pour services militaires non utilisés de 3 ans 3 mois 21 jours).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 23 janvier 1936.

DESANTI.

Tableau d'avancement

ARRETE N° 34 portant inscription au tableau d'avancement pour 1936, du personnel européen des P. T. T. en service au Togo.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1935 fixant la situation des agents du cadre métropolitain des P. T. T. détachés au Togo;

Vu le procès-verbal en date du 20 décembre 1935 de la commission d'avancement nommée par décision n° 486 du 16 décembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est inscrit au tableau d'avancement du personnel européen des P. T. T. pour l'année 1936 :

Pour le grade de contrôleur principal :

M. LESCELLIER Bienaimé, contrôleur.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 23 janvier 1936.
DESANTI.

Promotion

ARRETE N° 35 portant promotion.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 27 novembre 1935 fixant la situation des agents du cadre métropolitain des P. T. T. détachés au Togo;

Vu l'arrêté n° 34 du 23 janvier 1936 portant inscription au tableau d'avancement du personnel du cadre métropolitain des P. T. T. détaché au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promu dans le personnel du cadre métropolitain des P. T. T. détaché au Togo, pour compter du 1^{er} janvier 1936.

Au grade de contrôleur principal :

M. LESCELLIER Bienaimé, contrôleur.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, 23 janvier 1936.
DESANTI.

Tableau d'avancement

ARRETE N° 36 portant inscription au tableau d'avancement pour 1936, du personnel du cadre de la trésorerie du Togo.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation générale des trésoreries coloniales;

Vu l'arrêté interministériel du 5 janvier 1925 portant organisation du cadre de la trésorerie du Togo;

Vu le procès-verbal du 20 décembre 1935 de la commission de classement nommée par décision n° 463 du 6 décembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel de la trésorerie du Togo, pour l'année 1936 :

Pour le grade de commis principal de 2^e classe :

M. SAINT CRIQ André, commis principal de 3^e classe.

Pour le grade de commis principal de 3^e classe :

M. LARRERE Joseph, commis principal de 4^e classe.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 23 janvier 1936.
DESANTI.

Promotions

ARRETE N° 37 portant promotions.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 6 août 1921 portant organisation générale des trésoreries coloniales ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 janvier 1925 portant organisation du cadre de la trésorerie du Togo;

Vu l'arrêté n° 36 du 23 janvier 1936 portant inscription au tableau d'avancement, pour 1936 du personnel du cadre de la trésorerie du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promus dans le personnel du cadre de la trésorerie du Togo, pour compter du 1^{er} janvier 1936 :

Au grade de commis principal de 2^e classe :

M. SAINT CRIQ André, commis principal de 3^e classe.

Au grade de commis principal de 3^e classe :

M. LARRERE Joseph, commis principal de 4^e classe.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 23 janvier 1936.
DESANTI.

Tableau d'avancement

ARRETE N° 38 portant inscription au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux indigènes du Togo pour l'année 1936.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes au Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} mai 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes des travaux publics, du chemin de fer et du wharf du Togo;

Vu le procès-verbal en date du 21 décembre 1935 des commissions de classement fixées par décision n° 465 du 6 décembre 1935;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1936 les agents indigènes dont les noms suivent :

1^{er} — Enseignement officiel

Pour le grade d'instituteur ordinaire de 2^e classe :
N'DIAYE BOUBAKAR, instituteur-adjoint de 1^{re} classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 1^{re} classe :
VIANOU Benjamin, instituteur-adjoint de 2^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe :
AMEDENYATO Richard, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe :
AKOUËTEY Bernard, instituteur-adjoint de 4^e classe.
MENSAN KOUËVI, instituteur-adjoint de 4^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 4^e classe :
LAWSON Pierre, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.
COLLEY Augustin, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.

MONITEURS

Pour le grade de moniteur de 3^e classe :
TETE David, moniteur de 4^e classe.

Pour le grade de moniteur de 4^e classe :
AKAKPO Théophile ECOUÉ, moniteur de 5^e classe.
AMAH Moorhouse, moniteur de 5^e classe.

2^e — Enseignement privé

Pour le grade de moniteur de 1^{re} classe :
ATAKLO Samuel, moniteur de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur de 2^e classe :
KOWU Pierre, moniteur de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur de 4^e classe :
QUENUM Pierre, moniteur de 5^e classe.
NUBUKPO Michel, moniteur de 5^e classe.
ECOUÉ Jérôme, moniteur de 5^e classe.
BANSAN KOFFI Hilaire, moniteur de 5^e classe.

Pour le grade de moniteur de 5^e classe :
CODJO Louis, moniteur de 6^e classe.
KPOTOUFE Vincent, moniteur de 6^e classe.
EKLOU François, moniteur de 6^e classe.
D'ALMEIDA Christian, moniteur de 6^e classe.

3^e — Service de l'agriculture

Pour le grade de moniteur de 3^e classe :
D'ALMEIDA Eugène, moniteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 1^{re} classe :
KENGBO Moïse, moniteur auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 2^e classe :
D'ALMEIDA Michel, moniteur auxiliaire de 3^e classe.
GNASSOUNOU Louis, moniteur auxiliaire de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 3^e classe :
AGBOBLI K. Victor, moniteur auxiliaire de 4^e classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 4^e classe :
DOGBE Gottlieb, moniteur auxiliaire de 5^e classe.

4^e — Service des douanes

Pour le grade de préposé de 2^e classe :
PIETRI Lazare, préposé de 3^e classe.

Pour le grade de préposé de 3^e classe :
PEDANOU Andréas, préposé de 4^e classe :

Pour le grade de préposé de 4^e classe :
TOYI Bruno, préposé de 5^e classe.

Pour le grade de préposé de 5^e classe :
D'ALMEIDA Alfred, préposé de 6^e classe :

5^e — Service des P.T.T.**a) — COMMIS**

Pour le grade de commis principal de 3^e classe :
KAGNI Carl, commis hors classe.

Pour le grade de commis de 2^e classe :
GONÇALVES René, commis de 3^e classe :

Pour le grade de commis de 3^e classe :
POENOU Marcellin, commis de 4^e classé.
GONÇALVES Antoine, commis de 4^e classe.

Pour le grade de commis de 4^e classe :
Michel R. WILSON, commis de 5^e classe.

Pour le grade de commis de 6^e classe :
EPHOEVI Charles, commis de 7^e classe.

Pour le grade de commis de 7^e classe :
KRUGER Ernest, commis de 8^e classe.

b) — SURVEILLANTS ET FACTEURS

Pour le grade de surveillant auxiliaire de 1^{re} classe :
ZEKPA Ignace, surveillant auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de facteur de 2^e classe :
HOUPATI John, facteur de 3^e classe.

Pour le grade de facteur de 3^e classe :
SOSSOU VODONOU, facteur de 4^e classe :

Pour le grade de facteur de 6^e classe :
AMOUZOU Barthélémy, facteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Pour le grade de facteur de 4^e classe :
ADENYKA François, facteur de 5^e classe.

Pour le grade de facteur auxiliaire de 2^e classe :
GBAGUIDI Maurice, facteur auxiliaire de 3^e classe.

6^e — Service de santé**a) — AIDES-MÉDECINS**

Pour le grade d'aide-médecin de 2^e classe :
ADIGO AKAKPO Dorothée, aide-médecin de 3^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 3^e classe :
FOLLY Martin, aide-médecin de 4^e classe.
AMEGNIGAN Urbain, aide-médecin de 4^e classe.
Martin BODY LAWSON, aide-médecin de 4^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 4^e classe :
LAWSON BIDI Martin, aide-médecin de 5^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 5^e classe :
DOE Robert, aide-médecin de 6^e classe.
KANGNI Lucien, aide-médecin de 6^e classe.
DE SOUZA Etienne, aide-médecin de 6^e classe.

b) — INFIRMIERS

Pour le grade d'infirmier-major de 3^e classe :
DOH REINHARDT, infirmier-major de 4^e classe.
SODJI KOUAOVI Florence, infirmier-major de 4^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 4^e classe :
EDOH Ignace, infirmier-major de 5^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 5^e classe :

Patrick SEDDOH Anna, infirmière de 1^{re} classe.
 ATIKOSSI David, infirmier de 1^{re} classe.
 Gervais AMOUSSOU, infirmier de 1^{re} classe.
 AKOUÉRI Jean, infirmier de 1^{re} classe.
 KOUNI Noël, infirmier de 1^{re} classe.

Pour le grade d'infirmier de 1^{re} classe :

D'ALMEIDA Benoît, infirmier de 2^e classe.
 HILLAH Michel, infirmier de 2^e classe.
 MONTZ Bernardine, infirmière de 2^e classe.
 ADJIVON Philippe, infirmier de 2^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 2^e classe :

ABBEY Firmin, infirmier de 3^e classe.
 MENSAH LOUIS, infirmier de 3^e classe.
 S. APOTI ZEKPA, infirmier de 3^e classe.
 MAHOUEA, infirmier de 3^e classe.
 Arnold ADAMA, infirmier de 3^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 3^e classe :

D'ALMEIDA Jean, infirmier de 4^e classe.
 AFANOU Louis, infirmier de 4^e classe.
 KIELWASSER SODJI Justine, infirmière de 4^e classe.
 BANDEIRA Simon, infirmier de 4^e classe.
 AMONI Félix, infirmier de 4^e classe.
 SOUGBEDE Gérard, infirmier de 4^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 4^e classe :

AMAVI Jean, infirmier de 5^e classe.
 DOMINGO Joseph, infirmier de 5^e classe.
 ANOUSSOU Virgile, infirmier de 5^e classe.
 PANOU Robert, infirmier de 5^e classe.
 MINSO Ambroise, infirmier de 5^e classe.
 OHIN Richard, infirmier de 5^e classe.
 Prince Robert AGBODJEAN, infirmier de 5^e classe.

*c) — GARDES D'HYGIÈNE**Pour le grade de brigadier de 2^e classe :*

AKAKPOVI Appolinaire, garde d'hygiène de 1^{re} classe.

Pour le grade de garde d'hygiène de 2^e classe :

AFFANVI DOSSOUVI, garde de 3^e classe.

Pour le grade de garde d'hygiène de 3^e classe :

BYLL Barthélémy, garde de 4^e classe.

7° — Commis d'administration

Pour le grade de commis principal de 1^{re} classe :
 SANVEE Jonathan, commis d'administration principal de 2^e classe.

Pour le grade de commis principal de 5^e classe :

ADJIVON Séverin, commis d'administration principal de 6^e classe.

Pour le grade de commis principal de 6^e classe :

BYLL Alexandre, commis d'administration de 1^{re} cl.
 FOLLY Michel, commis d'administration de 1^{re} classe.

Pour le grade de commis de 1^{re} classe :

DE SOUZA Dominique, commis d'administration de 2^e classe.
 DA ERNESTHO Léopold, commis d'administration de 2^e classe.
 BANERMAN Pierre, commis d'administration de 2^e cl.

Pour le grade de commis de 2^e classe :

CREPPY Charles, commis d'administration de 3^e cl.
 GNASSOUNOU Paul, commis d'administration de 3^e cl.
 AITHNARD André, commis d'administration de 3^e cl.
 D'ALMEIDA Hubert, commis d'administration de 3^e cl.
 APALOO John, commis d'administration de 3^e classe.

Pour le grade de commis de 3^e classe :

SOGLO Philippe, commis d'administration de 4^e clas.
 ATTIOGBE Joseph, commis d'administration de 4^e cl.
 MENSAH Moïse, commis d'administration de 4^e classe.
 DA SILVA Pereira, commis d'administration de 4^e cl.
 LAWSON Jacob, commis d'administration de 4^e classe.

Pour le grade de commis de 4^e classe :

AGNITEY MENSAH Remy, commis d'administration de 5^e classe.
 DOSSEVI Pierre, commis d'administration de 5^e cl.
 JOHNSON André, commis d'administration de 5^e cl.
 LAWSON Nicolas, commis d'administration de 5^e cl.
 KOUE Herman, commis d'administration de 5^e cl.
 YEWU Joseph, commis d'administration de 5^e classe.

Pour le grade de commis de 5^e classe :

KITISSOU Mathias, commis d'administration de 6^e cl.
 DOGBE Godwin, commis d'administration de 6^e cl.
 VITUS AMOUZOU, commis d'administration de 6^e cl.
 PINDRA Félix, commis d'administration de 6^e classe.
 PINDRA François, commis d'administration de 6^e clas.
 GNASSOUNOU Richard, commis d'administration de 6^e classe.
 SANVEE Emmanuel, commis d'administration de 6^e classe.

Pour le grade de commis de 6^e classe :

GOEH Clément, commis d'administration de 7^e cl.
 KOKOU Louis, commis d'administration de 7^e classe.
 APEDO AMA, commis d'administration de 7^e classe.

Pour le grade de commis de 7^e classe :

KOUÉVI KOUASSI, commis d'administration de 8^e cl.
 KOUASSI KODJO Joseph, commis d'administration de 8^e classe.
 TITUS Théophile, commis d'administration de 8^e cl.
 SANTOS Pédre, commis d'administration de 8^e classe.
 ZAMBA François, commis d'administration de 8^e cl.
 ABOKI Walter, commis d'administration de 8^e classe.
 EYEBIYI Samuel, commis d'administration de 8^e cl.
 AMOUSSOU Romuald, commis d'administration de 8^e classe.
 APETE DOSSOUVI Martin, commis d'administration de 8^e classe.

8° — Interprètes

Pour le grade d'interprète principal de 5^e classe :
 TIEM SOARÉ, interprète de 1^{re} classe.

Pour le grade d'interprète de 2^e classe :

FARE DJATO, interprète de 3^e classe.

*9° — Plantons**Pour le grade de planton de 4^e classe :*

GNIMAYO AMOUSSOU, planton de 5^e classe.

Pour le grade de planton de 5^e classe :

CODJO François, planton de 6^e classe.

Pour le grade de planton de 6^e classe :

TOSSOU HINDÉ, planton de 7^e classe.
 FOLI Louis, planton de 7^e classe.
 DOSSOU TOSSOU, planton de 7^e classe.

Pour le grade de planton 7^e classe :

PADONOU Célestin, planton de 8^e classe.
 BOSSOU Anatole, planton de 8^e classe.
 ANANI Samuel Charles, planton de 8^e classe.

Pour le grade de planton de 8^e classe :

PADONOU Maurice, planton de 9^e classe.
 GAOSSOU SOUMANOU, planton de 9^e classe.
 GOMEZ Richard, planton de 9^e classe.

10^e — Travaux publics**1) — EMPLOIS SUPÉRIEURS : A — MAÎTRES-OUVRIERS***Pour le grade de maître ouvrier de 6^e classe :*

ASSOGBA, maître-ouvrier de 7^e classe.
 DO REGO SEYDOU, maître-ouvrier de 7^e classe.

b) — MÉCANICIEN DE T.S.F.*Pour le grade de mécanicien de 7^e classe :*

COLLEY Jean, mécanicien de T.S.F. de 8^e classe.

2) — EMPLOIS SUBALTERNES : A — OUVRIERS*Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe :*

ETOU Frantz, ouvrier de 5^e classe.
 AYIKOUÉ Thomas, ouvrier de 5^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 5^e classe :

AMOUSSOU KUÉGUÉ, ouvrier de 6^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 6^e classe :

MENSAH Michel, ouvrier de 7^e classe.
 SOSSAH David, ouvrier de 7^e classe.

— b) — SERVICE DES ROUTES*Pour le grade de surveillant de 7^e classe :*

ALHERI, surveillant de 8^e classe.
 SONHAYE DJATO, surveillant de 8^e classe.

II^e — SERVICE AUTOMOBILE*Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 2^e classe :*

LATEVI TÈVI, mécanicien-conducteur principal de 3^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 4^e classe :

LAWSON LATÉVI LATÉKOÉ, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.
 KOKO KOUASSI, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.
 KOUAOU Joseph KOUMAKO, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur de 2^e classe :

WILLIAM Frantz, mécanicien-conducteur de 3^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur de 3^e classe :

AGBAGLA Alexandre, mécanicien-conducteur de 4^e cl.
 Laurence COBJO, mécanicien-conducteur de 4^e cl.
 Boniface YAO, mécanicien-conducteur de 4^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur de 4^e classe :

AKAKPO Vincent, mécanicien-conducteur de 5^e classe.
 KOUSSANDHA BINOH, mécanicien-conducteur de 5^e cl.

12^e — Chemin de fer*Pour le grade de chef de train de 6^e classe :*

DJADOO Joseph, chef de train de 7^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 2^e classe :

ADEKAMBI Michel, maître-ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 3^e classe :

BOKNAS Joseph, maître-ouvrier de 4^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 5^e classe :

AMOUSSOU Daniel, maître-ouvrier de 6^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 2^e classe :

ACOMAKRI Faustin, ouvrier de 3^e classe.
 MENSAH Christophe, ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe :

KLOUVIE, ouvrier de 5^e classe.
 MARTIN Emmanuel, ouvrier de 5^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 5^e classe :

EVESSA Jaffet KODJO, ouvrier de 6^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 6^e classe :

LAWSON Pierre, ouvrier de 7^e classe.
 ADADE Théophile, ouvrier de 7^e classe.
 COMLAVI Théophile, ouvrier de 7^e classe.
 ADOVI Aloys, ouvrier de 7^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 7^e classe :

HAZOUNE ADJAI, ouvrier de 8^e classe.

Pour le grade de facteur-enregistreur de 1^{re} classe :

TETE Antoine, facteur-enregistreur de 2^e classe.

Pour le grade de facteur-enregistreur de 2^e classe :

DEDRY Vincent, facteur-enregistreur de 3^e classe.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 23 janvier 1936.

DESANTI.

Promotions**DECISION N^o 39 portant promotions.**

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. 1,
 CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo;

Vu l'arrêté du 1^{er} mai 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes des travaux publics, du chemin de fer et du wharf;

Vu l'arrêté n^o 38 du 23 janvier 1936 portant inscription au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux indigènes du Togo pour l'année 1936;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promus pour compter du 1^{er} janvier 1936 les agents ci-dessous nommés :

1^{er} — Enseignement officiel*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 1^{re} classe :*

VIANOU Benjamin, instituteur-adjoint de 2^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe :

AMEDENYATO Richard, instituteur-adjoint de 3^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 3^e classe :

AKOUEY Bernard, instituteur-adjoint de 4^e classe.

Pour le grade d'instituteur-adjoint de 4^e classe :

LAWSON Pierre, instituteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Pour le grade de moniteur de 3^e classe :

TETE David, moniteur de 4^e classe.

Pour le grade de moniteur de 4^e classe :

AKAKPO Théophile Ecoué, moniteur de 5^e classe.

2^e — Enseignement privé*Pour le grade de moniteur de 1^{re} classe :*

ATAKLO Samuel, moniteur de 2^e classe.

Pour le grade de moniteur de 2^e classe :

KOWU Pierre, moniteur de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur de 4^e classe :

QUENUM Pierre, moniteur de 5^e classe.

NUBUKPO Michel, moniteur de 5^e classe.

Pour le grade de moniteur de 5^e classe :

CODJO Louis, moniteur de 6^e classe.

KPOTOUFE Vincent, moniteur de 6^e classe.

3^e — Agriculture*Pour le grade de moniteur de 3^e classe :*

D'ALMEIDA Eugène, moniteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 2^e classe :

D'ALMEIDA Michel, moniteur auxiliaire de 3^e classe.

Pour le grade de moniteur auxiliaire de 4^e classe :

DOGBE Gottlieb, moniteur auxiliaire de 5^e classe.

4^e — Douanes*Pour le grade de préposé de 4^e classe :*

TOYI Bruno, préposé de 5^e classe.

5^e — Service des P. T. T.**a) — Commis***Pour le grade de commis principal de 3^e classe :*

KAGNI Carl, commis hors classe.

Pour le grade de commis de 3^e classe :

POENOU Marcellin, commis de 4^e classe.

Pour le grade de commis de 4^e classe :

Michel R. WILSON, commis de 5^e classe.

Pour le grade de commis de 7^e classe :

KRUGER Ernest, commis de 8^e classe.

b) — FACTEURS ET SURVEILLANTS*Pour le grade de surveillant auxiliaire de 1^{re} classe :*

ZEKPA Ignace, surveillant auxiliaire de 2^e classe.

Pour le grade de facteur de 2^e classe :

HOUEPATI John, facteur de 3^e classe.

Pour le grade de facteur de 3^e classe :

SOSSOU VODONOU, facteur de 4^e classe.

Pour le grade de facteur de 6^e classe :

AMOUZOU Barthélémy, facteur auxiliaire de 1^{re} classe.

Pour le grade de facteur auxiliaire de 2^e classe :

GBAGUIDI Maurice, facteur auxiliaire de 3^e classe.

6^e — Service de santé**a) — AIDES-MÉDECINS***Pour le grade d'aide-médecin de 2^e classe :*

ADIGO AKAKPO Dorothee, aide-médecin de 3^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 3^e classe :

FOLLY Martin, aide-médecin de 4^e classe.

AMEGNIGAN Urbain, aide-médecin de 4^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 4^e classe :

LAWSON BIDI Martin, aide-médecin de 5^e classe.

Pour le grade d'aide-médecin de 5^e classe :

DOE Robert, aide-médecin de 6^e classe.

KANGNI Lucien, aide-médecin de 6^e classe.

b) — INFIRMIERS*Pour le grade d'infirmier-major de 3^e classe :*

DOH Reinhardt, infirmier-major de 4^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 4^e classe :

EDOH Ignace, infirmier-major de 5^e classe.

Pour le grade d'infirmier-major de 5^e classe :

Patrick SEDDOH Anna, infirmière de 1^{re} classe.

ATIKOSSO David, infirmier de 1^{re} classe.

Gervais AMOUSSOU, infirmier de 1^{re} classe.

Pour le grade d'infirmier de 1^{re} classe :

D'ALMEIDA Benoît, infirmier de 2^e classe.

HILLAH Michel, infirmier de 2^e classe.

MONTZ Bernardine, infirmière de 2^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 2^e classe :

ABBEY Firmin, infirmier de 3^e classe.

MENSAH Louis, infirmier de 3^e classe.

S. APOTI ZEKPA, infirmier de 3^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 3^e classe :

D'ALMEIDA Jean, infirmier de 4^e classe.

AFANOU Louis, infirmier de 4^e classe.

KIELWASSER SODJI Justine, infirmière de 4^e classe.

BANDEIRA Simon, infirmier de 4^e classe.

Pour le grade d'infirmier de 4^e classe :

AMAVI Jean, infirmier de 5^e classe.

DOMINGO Joseph, infirmier de 5^e classe.

AMOUSSOU Virgile, infirmier de 5^e classe.

PANOU Robert, infirmier de 5^e classe.

c) — GARDES D'HYGIÈNE*Pour le grade de brigadier de 2^e classe :*

AKAKPOVI Appolinaire, garde d'hygiène de 1^{re} classe.

Pour le grade de garde d'hygiène de 2^e classe :

AFFANVI DOSSOUVI, garde de 3^e classe.

Pour le grade de garde d'hygiène de 3^e classe :

BYLL Barthélémy, garde de 4^e classe.

7^e — Commis d'administration*Pour le grade de commis principal de 1^{re} classe :*

SANVEE Jonathan, commis d'administration principal de 2^e classe.

Pour le grade de commis principal de 6^e classe :

BYLL Alexandre, commis d'administration de 1^{re} cl.

Pour le grade de commis de 3^e classe :

SOGLO Philippe, commis d'administration de 4^e classe.
ATTIOGBE Joseph, commis d'administration de 4^e classe.

Pour le grade de commis de 4^e classe :

AGNITEY MENSAH Rémy, commis d'administration de 5^e classe.
DOSSEVI Pierre, commis d'administration de 5^e classe.

Pour le grade de commis de 5^e classe :

KITISSOU Mathias, commis d'administration de 6^e cl.
DOGBE Godwin, commis d'administration de 6^e classe.
VITUS AMOUZOU, commis d'administration de 6^e classe.
PINDRA Félix, commis d'administration de 6^e classe.

Pour le grade de commis de 6^e classe :

GOEH Clément, commis d'administration de 7^e classe.
KOROU Louis, commis d'administration de 7^e classe.

Pour le grade de commis de 7^e classe :

KOUÉVI KOUASSI, commis d'administration de 8^e classe.

8^e — Plantons*Pour le grade de planton de 5^e classe :*

CODJO François, planton de 6^e classe.

Pour le grade de planton de 6^e classe :

TOSSOU HINDÉ, planton de 7^e classe.

Pour le grade de planton de 7^e classe :

PADONOU Célestin, planton de 8^e classe.

Pour le grade de planton de 8^e classe :

PADONOU Maurice, planton de 9^e classe.

9^e — Travaux publics*Pour le grade de maître-ouvrier de 6^e classe :*

ASSOGBA, maître-ouvrier de 7^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe :

ETOU Frantz, ouvrier de 5^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 5^e classe :

AMOUSSOU KUÉGUÉ, ouvrier de 6^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 6^e classe :

MENSAH Michel, ouvrier de 7^e classe.

Pour le grade de mécanicien de T. S. F. de 7^e classe :

COLLEY Jean, mécanicien de 8^e classe.

Pour le grade de surveillant des routes de 7^e classe :

ALHERI, surveillant de 8^e classe.

10^e — Service automobile*Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 2^e classe :*

LATEVI TÉVI, mécanicien-conducteur principal de 3^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 4^e classe :

LAWSON LATÉVI LATÉKOÉ, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.

KOKO KOUASSI, mécanicien-conducteur de 1^{re} classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur de 2^e classe :

WILLIAM Frantz, mécanicien-conducteur de 3^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur de 3^e classe :

AGBAGLA Alexandre, mécanicien-conducteur de 4^e classe.

Laurence CODJO, mécanicien-conducteur de 4^e classe.

Pour le grade de mécanicien-conducteur de 4^e classe :

AKAKPO Vincent, mécanicien-conducteur de 5^e classe.

11^e — Chemin de fer et wharf*Pour le grade de chef de train de 6^e classe :*

DJADOO Joseph, chef de train de 7^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 2^e classe :

ADEKAMBI Michel, maître-ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade de maître-ouvrier de 3^e classe :

BOKNAS Joseph, maître-ouvrier de 4^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 2^e classe :

ACOMAKRY Faustin, ouvrier de 3^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 4^e classe :

KLOUVIE, ouvrier de 5^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 5^e classe :

EVESSA Jaffet Kodjo, ouvrier de 6^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 6^e classe :

LAWSON Pierre, ouvrier de 7^e classe.

Pour le grade d'ouvrier de 7^e classe :

HAZOUË ADJAI, ouvrier de 8^e classe.

Pour le grade de facteur-enregistreur de 1^{re} classe :

TETE Antoine, facteur-enregistreur de 2^e classe.

Pour le grade de facteur-enregistreur de 2^e classe :

DEDRY Vincent, facteur-enregistreur de 3^e classe.

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 23 janvier 1936.

DESANTI.

NOMINATIONS, MUTATIONS ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Affectations

Par décisions des :

20 janvier 1936. — M. PECHOUX, administrateur-adjoint de 2^e classe des colonies, retour de congé, attendu à Lomé le 30 janvier 1936, sur s/s Banfora, est nommé adjoint au commandant de cercle du centre et chef de la subdivision d'Atakpamé, en remplacement de M. LAUQUE, adjoint principal des services civils qui reçoit une autre affectation.

Il remplira également les fonctions de président du tribunal du 1^{er} degré du cercle du centre (subdivision d'Atakpamé).

M. LAUQUE, adjoint principal des services civils, est mis à la disposition de M. l'administrateur-supérieur, pour servir au bureau des finances.

18 janvier 1936. — L'article premier de la décision n° 501 du 26 décembre 1935, est complété ainsi qu'il suit :

M. NATIVEL, est nommé en outre adjoint au commandant du cercle du sud.

M. TOQUE, contrôleur de 2^e classe des douanes, attendu à Lomé le 18 janvier 1936 par s/s *Jamaïque*, est nommé chef du bureau principal de Lomé, en remplacement de M. DRONIOU.

Il remplira également les fonctions de lieutenant.

M. DRONIOU, contrôleur de 3^e classe des douanes, est détaché dans les fonctions de vérificateur en remplacement de M. BARRERE.

M. BARRERE, brigadier de 2^e classe des douanes, est nommé chef de la brigade de Lomé, en remplacement de M. ASTIER, titulaire d'un congé administratif.

M. LHUISSIER, chef ouvrier d'art de 1^{re} classe des travaux publics, est nommé chef du garage central, en remplacement de M. STOLL, ouvrier d'art principal, titulaire d'un congé administratif.

17 janvier 1936. — L'article 2 de la décision n° 510 du 26 décembre 1935, affectant le médecin lieutenant BENDERITTER, à l'hôpital de Lomé, est complété ainsi qu'il suit :

M. BENDERITTER, médecin lieutenant des troupes coloniales, est mis à la disposition du médecin chef de l'hôpital de Lomé pour y remplir les fonctions de médecin résident en remplacement de M. JUGUET, médecin lieutenant appelé à d'autres fonctions.

M. BENDERITTER remplira en outre les fonctions d'agent principal de la santé du port de Lomé, de directeur du laboratoire du bactériologie, du service médical de la subdivision de Lomé, de la visite des fonctionnaires et de leur famille, du service municipal de la ville de Lomé, (hygiène, écoles, inspection des viandes et animaux de boucherie en l'absence de vétérinaire) du service médical des forces de police et des prisons.

14 janvier 1936. — M. BEUTER, instituteur de 6^e classe, en service aux bureaux de l'inspection à Porto-Novo, est affecté au centre scolaire d'Atakpamé, (école urbaine), en qualité d'adjoint au directeur.

9 janvier 1936. — Le médecin auxiliaire de 2^e classe, Wilson Robert, en service à Lomé, est affecté à la subdivision sanitaire de Mango, en remplacement du médecin lieutenant PALINACCI, rapatriable.

4 janvier 1936. — M. PIERRON René, ingénieur-adjoint de 2^e classe du cadre général de l'agriculture, est nommé chef de la 1^{re} circonscription agricole avec résidence à Lomé, en remplacement de M. ALIBERT, rapatrié.

4 décembre 1935. — M. LAPORTE Roger, commis principal de 3^e classe des trésoreries coloniales, précédemment en service à Porto-Novo, est affecté à Lomé, en qualité de gérant intérimaire de la paierie de Lomé, en remplacement de M. DEBAX, qui recevra une autre affectation.

M. LAPORTE gérera le poste de préposé-payeur de la paierie de Lomé, pour le compte et par procuration de M. PRADIER, préposé-payeur titulaire, pendant l'absence de ce dernier.

Congés — Passages

Par décisions des :

31 décembre 1935. — Un congé administratif de 6 mois, est accordé à M. LESCANNE Maurice, ingénieur principal de 2^e classe des travaux publics, pour en jouir à Nancy (Meurthe et Moselle).

Ce fonctionnaire, autorisé par lettre n° 2023 C.P. du 2 novembre 1935, à rentrer en France par le Sahara, quittera Cotonou à destination de Niamey où il prendra la voiture de la C^{ie}. Générale Transsaharienne du 20 janvier 1936.

Seuls, les frais de transport par la voie normale sont remboursés à cet agent, à son arrivée en France, à l'exclusion de toutes indemnités de déplacement.

Le congé de M. LESCANNE commencera du jour où il aurait débarqué en France, s'il était rentré par la voie maritime, soit le 17 février 1936, date de l'arrivée à Marseille du paquebot *Touareg*, attendu à Cotonou vers le 27 janvier 1936.

4 janvier 1936. — Un congé de convalescence de 6 mois, pour en jouir à Enghien les Bains (Seine et Oise), est accordé à M. MOAL Henri, administrateur-adjoint de 1^{re} classe des colonies.

Un passage pour la France, lui est en outre délivré, ainsi qu'à sa femme, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, sur le paquebot *Asie*, attendu à Lomé le 7 janvier 1936.

18 janvier 1936. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Bordeaux, 7 rue des Menuts, est accordé à M. STOLL René, ouvrier d'art principal des travaux publics, qui compte 25 mois et 14 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Foucauld*, attendu à Lomé vers le 18 février 1936.

Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Mons-en-Montois (Seine et Marne), est accordé à M. SAINT-CRIQ André, commis principal de 3^e classe de la trésorerie du Togo, qui compte 24 mois et 4 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 1^{re} classe, 2^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Foucauld*, attendu à Lomé vers le 18 février 1936.

12 janvier 1936. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Saint-Chaffrey (Hautes Alpes), est accordé à M. ASTIER Arthur, brigadier des douanes de 1^{re} classe, qui compte 25 mois et 10 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Banfora*, attendu à Lomé vers le 10 février 1936.

6 janvier 1936. — Une réquisition de passage en 1^{re} classe, 2^e catégorie, de Lomé à Bordeaux sur s/s *Asie*, attendu à Lomé le 7 janvier 1936, est accordée

à M. DEBAX, commis principal hors classe des trésoreries coloniales, ainsi qu'à sa femme.

Un congé administratif de 8 mois, pour en jouir à Toulouse (Haute Garonne) 15 rue Saint-Gilles, est accordé à M. GINET Henri, inspecteur adjoint de police qui compte 2 ans 9 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Jamaïque* attendu à Lomé vers le 31 janvier 1936.

4 janvier 1936. — Une réquisition de passage de retour en 1^{re} classe, 2^e catégorie, sur s/s *Touareg*, attendu à Lomé le 28 janvier 1936, est accordée à M. JOURNE, médecin-lieutenant des troupes coloniales, rapatriable.

Une réquisition de passage de retour en 1^{re} classe, 2^e catégorie, sur le s/s *Touareg*, attendu à Lomé le 28 janvier 1936, est accordée à M. PALLINACCI, médecin-lieutenant des troupes coloniales ainsi qu'à sa femme et son enfant âgé de 25 mois.

Permission

Par décision du :

8 janvier 1936. — Une permission de 20 jours, du 6 au 26 janvier 1936 inclus, pour se rendre à Tenkodogo (Côte d'Ivoire), est accordée à M. COMBE Roger, chef de district du chemin de fer.

PERSONNEL INDIGÈNE

Engagement

Par décision du :

14 janvier 1936. — Le nommé Adam Dos-REIS est engagé en qualité de conducteur d'automobiles auxiliaire à une rémunération de 6 francs (six francs) par journée effective de travail et mis à la disposition du commandant de cercle du nord (secteur de prophylaxie) en remplacement du mécanicien-conducteur de 4^e classe FOLLY Pancréasus appelé à d'autres fonctions.

Affectations

Sont affectés :

à l'école régionale de Lomé :

KOUANVIH Laurent, instituteur-adjoint de 3^e classe, en service aux écoles urbaines de Lomé.

aux écoles urbaines de Lomé :

JOHNSON Romuald, instituteur-adjoint du cadre de l'A. O. F., en service à l'école ménagère de Lomé.

BANDEIRA James, instituteur-adjoint de 4^e classe, en service à l'école populaire rurale de Gamé.

ANKRAH David, instituteur-auxiliaire, en service à l'école de village de Bafilo.

MENSAH Joseph, moniteur de 4^e classe, en service à l'école populaire rurale d'Amégnan.

JOHNSON Clement, moniteur de 4^e classe, en service à l'école ménagère de Lomé.

à l'école populaire rurale de Gamé :

Jacob ADOTÉ, instituteur-adjoint de 4^e classe, en service aux écoles urbaines de Lomé.

à l'école ménagère de Lomé :

M^{me} JOHNSON Léontine, monitrice de 3^e classe, en service aux écoles urbaines de Lomé.

aux écoles urbaines d'Anécho :

KOUASSI Daniel, moniteur de 4^e classe, en service à l'école de village de Yégué.

à l'école populaire rurale d'Amégnan :

TEKOUÉ Alexandre, instituteur-auxiliaire de 1^{re} classe, en service à l'école régionale de Sokodé.

à l'école ménagère d'Anécho :

M^{lle} AMAH Rose, monitrice-auxiliaire, en service à l'école urbaine d'Atakpamé.

à l'école urbaine d'Atakpamé :

LAWSON Benoît, moniteur de 4^e classe, en service à l'école de village de Kpessi.

AGBODJAN Joseph, moniteur de 3^e classe, en service à l'école populaire rurale de Parataou.

à l'école de village de Kpessi :

MOREIRA Benoît, instituteur-adjoint de 4^e classe, en service à l'école régionale de Sokodé.

à l'école de village de Yégué :

AKOUETÉ ADOTÉ Jean, instituteur-auxiliaire de 2^e classe, en service à l'école urbaine d'Atakpamé.

à l'école de village de Goudévé :

AMEGANVI Louis, moniteur de 5^e classe, en service à l'école urbaine de Mango.

à l'école régionale de Sokodé :

AYIH Frédéric, instituteur-auxiliaire, en service aux écoles urbaines d'Anécho.

Samuel ABRAHAM, instituteur-adjoint de 4^e classe, en service à l'école de village de Goudévé.

à l'école populaire rurale de Parataou :

HOUENASSOU Daniel, moniteur de 5^e classe, en service aux écoles urbaines de Lomé.

à l'école populaire rurale de Guérin-Kouka :

PANOU Pierre, moniteur de 3^e classe, en service aux écoles urbaines de Lomé.

à l'école populaire rurale de Kouméa :

JOHNSON Gabriel, instituteur-adjoint de 4^e classe, en service à l'école urbaine de Mango.

à l'école urbaine de Mango :

N'DIAYE BOUBACAR, instituteur-adjoint de 1^{re} classe, en service à l'école régionale de Lomé.

JOHNSON David, moniteur de 2^e classe, en service à l'école de village de Dapango.

à l'école de village de Dapango :

KOUAMI Joseph, moniteur de 2^e classe, en service aux écoles urbaines d'Anécho.

Ces agents auront droit aux frais de déplacement et de transport pour eux et leur famille.

Par décisions des :

11 janvier 1936. — Le médecin auxiliaire YEBOVI Andrew Eliás, nouvellement affecté au Togo, est mis à la disposition de M. le médecin chef du secteur de la trypanosomiase du Togo.

16 janvier 1936. — Le mécanicien-conducteur d'automobiles de 4^e classe FOLLY Pancréasus, en service au cercle du nord (secteur de prophylaxie), est affecté au garage central à Lomé.

8 janvier 1936. — L'inspecteur auxiliaire Adore Norbert Jacob, provisoirement détaché au service de la sûreté à Lomé, est remis à la disposition du commandant de cercle du centre, pour servir à Atakpamé.

Congés — Permissions

Par décision des :

8 janvier 1936. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 15 janvier au 13 février 1936 inclus, est accordé au facteur-enregistreur de 2^e classe TETE Antoine, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir à Anécho.

Un congé de 45 jours, avec solde, du 20 janvier au 4 mars 1936 inclus, est accordé à l'infirmier de 4^e classe DENADOU Mathias, en service à Dapango (cercle du nord), pour en jouir au Dahomey.

10 janvier 1936. — Un congé de 30 jours, avec traitement, du 20 janvier au 19 mars 1936 inclus, est accordé au moniteur-auxiliaire agricole de 1^{re} classe d'ALMEIDA Eugène, en service à la station agricole de Tové, pour en jouir à Anécho.

14 janvier 1936. — Un congé de 30 jours, avec solde, du 11 janvier au 9 février 1936 inclus, est accordé au commis d'administration principal contractuel PARAISO François, en service à la paierie de Lomé, pour en jouir au Togo.

7 janvier 1936. — Une permission de 13 jours, avec solde, valable du 13 au 25 janvier 1936 inclus, est accordée au moniteur de 6^e classe LACLE Pierre, en service à la mission catholique à Lomé, pour se rendre à Cotonou (Dahomey).

8 janvier 1936. — Une permission de 13 jours, avec solde, valable du 13 au 25 janvier 1936 inclus, est accordée au moniteur de 3^e classe SINZOGAN Léonard, en service à l'école régionale de Lomé, pour se rendre au Dahomey.

Une permission de 8 jours, avec solde, valable du 13 au 20 janvier 1936 inclus, est accordée au moniteur de 4^e classe JOHNSON Clément, en service à l'école ménagère de Lomé, pour se rendre à Cotonou.

16 janvier 1936. — Une permission de 15 jours, avec solde, du 1^{er} au 15 février 1936 inclus, est accordée au facteur auxiliaire de 3^e classe des P. T. T. GBAGUIDI Maurice, en service à Lomé, pour en jouir à Savalou (Dahomey).

Une permission de 15 jours, avec traitement, du 9 au 23 février 1936 inclus, est accordée au garde-frontière de 1^{re} classe Sossou Pierre, en service au poste des douanes de Batomé, pour en jouir à Sokodé.

18 janvier 1936. — Une permission de 15 jours, avec traitement, du 2 au 16 février 1936 inclus, est accordée au garde-frontière de 2^e classe Antoine GNANSOENOU, en service au poste des douanes d'Aflao, pour en jouir à Porto-Novo (Dahomey).

Un congé spécial de maternité de 2 mois, avec solde de présence, du 15 mars au 15 mai 1936 inclus, pour en jouir au Territoire, est accordé à M^{me} KPONTON Félicienne, sage-femme auxiliaire de 2^e classe du cadre commun de l'A. O. F.

Un congé de 30 jours, avec traitement, du 27 janvier au 25 février 1936 inclus, est accordé à l'ouvrier de 6^e classe des travaux publics, TETEVU ADADOUNOU, en service à Lomé, pour en jouir à Anécho.

6 janvier 1936. — Sont accordés, avec solde, des congés de :

— 30 jours, du 10 janvier au 8 février 1936 inclus, à l'ouvrier de 1^{re} classe Etienne SANT'ANNA, en service au chemin de fer pour en jouir au Territoire.

— 30 jours, du 10 janvier au 8 février 1936 inclus, à l'ouvrier de 6^e classe ABALO KOUDAOUB, en service au chemin de fer, pour en jouir au Territoire.

15 jours, du 15 au 29 janvier 1936 inclus, au maître-ouvrier de 7^e classe ASSOGBA, en service à l'école professionnelle de Sokodé, pour en jouir à Sokodé.

30 jours, du 20 janvier au 18 février 1936 inclus, au commis d'administration de 3^e classe KOUKOUI Félix Marius, en service au bureau des finances, pour en jouir à Porto-Novo.

30 jours, du 16 janvier au 13 février 1936 inclus, à l'infirmier de 4^e classe AMETÉPÉ Louis, en service au dispensaire de Mission Tové, (Lomé), pour en jouir au Dahomey.

30 jours, du 1^{er} février au 1^{er} mars 1936 inclus, à l'infirmier de 4^e classe LAWSON Josias, en service à Atakpamé, pour en jouir à Anécho.

Il aura droit au transport pour lui et sa famille d'Atakpamé-Anécho et retour.

Punitions.

Par décisions des :

7 janvier 1936. — Une punition de 4 jours de suspension de solde est infligée au commis d'administration de 8^e classe AGHEY Jean, en service à la subdivision de Tsévié, pour négligence dans son service.

14 janvier 1936. — Une punition de 10 jours de suspension de solde à titre de dernier avertissement est infligée au mécanicien-conducteur d'automobiles de 4^e classe FOLLY Pancréasus pour le motif suivant :

« Négligence dans son service, indiscipline et incorrection ».

15 janvier 1936. — Une punition de 10 jours de suspension de solde, est infligée au conducteur-auxiliaire Laurent KOFFI DE SOUZA, en service au garage central, pour négligence dans son service.

Une punition de 4 jours de suspension de solde, est infligée au surveillant de routes de 1^{re} classe BLAO, en service au cercle du nord, pour négligence dans l'exercice de son travail.

Réduction de salaire

Par décision du :

15 janvier 1936. — Le salaire journalier du conducteur auxiliaire Laurent KOFFI DE SOUZA, fixé à sept francs par décision du 28 octobre 1933, est ramené à 5 francs, pour compter du 15 janvier 1936.

Révocation

Par décision du :

9 janvier 1936. — Le canotier de 1^{re} classe KOFFI ALOSSO, est révoqué.

FORCES DE POLICE**Munitions pour tirs à effectuer en 1936**

Par arrêté du :

17 janvier 1936. — Les munitions d'instruction et de tir ci-après sont allouées à la compagnie de milice pour l'année 1936 :

Cartouches 1886 D. pour fusil	11080
Cartouches 1886 D.A.M. pour F.M. 15	200
Cartouches 24 C. pour F.M. 24	6240
Cartouches 7/65 pour pistolet	290
Cartouches 8 m/m pour revolver 1892	12
Cartouches 9 m/m pour pistolet « Le Français »	72
Cartouches à blanc 1897 pour mousqueton	3600
Cartouches à blanc pour F.M. 24	4130
Cartouches à blanc pour revolver 1892 (y compris instruction de la police)	275
Bouchons allumeurs d'exercice	400
Bouchons allumeurs réels modèle 16	20
Grenades O.F. réelles vérification des stocks	10
Grenades F.I. vérification des stocks	10
Obus V.B. réels vérification des stocks	10
Coups de tir réduit	12000

Le commandant des forces de police fera délivrer au magasin de munitions de la compagnie de milice, les munitions définies à l'article 1^{er} du présent arrêté.

L'excédent restant au magasin central des forces de police constituera la réserve générale qui viendra s'ajouter à la réserve de la garde indigène.

Le commandant des forces de police provoquera en temps utile les commandes nécessaires pour que la dotation en munitions de la compagnie de milice, fixée, soit toujours au complet.

Nominations — Licenciements

Par arrêté du :

17 janvier 1936. — Sont nommés ou promus (prise de rang et droit à la solde compris), et à compter du :

1^{er} — *Brigadier-chef de 2^e classe :*

1^{er} février 1936. — BESSI, brigadier de 1^{re} classe N° Mle 1013, du peloton du centre, en remplacement du brigadier-chef TOMBOGA, (licencié).

2^o — *Brigadier de 1^{re} classe :*

SAKARY, brigadier de 2^e classe N° Mle 632, du peloton du sud, en remplacement du brigadier de 1^{re} classe BESSI, (promu).

3^o — *Brigadier de 2^e classe :*

1^{er} janvier 1936. — KOMBATE, garde de 1^{re} classe N° Mle 940, du peloton du nord (à titre exceptionnel) (omis sur l'arrêté n° 609 du 31 décembre 1935).

1^{er} février 1936. — AOUSSOBA, garde de 1^{re} classe N° Mle 958, du peloton du centre, en remplacement du brigadier de 2^e classe SAKARY, (promu).

Licenciements

Est annulé, le rengagement à compter du 5 janvier 1936 du brigadier de 1^{re} classe MAGA TARAORÉ, N° Mle 849, du peloton du sud, prononcé par décision n° 1 A. S. du 4 janvier 1936.

Le brigadier MAGA TARAORÉ, est licencié à compter du 6 janvier 1936, pour « fin de contrat et inaptitude physique au rengagement ».

Une indemnité de licenciement égale à deux (2) mois de solde nette est allouée à l'intéressé en récompense de ses bons services.

Est licencié à compter du 9 février 1936 pour « fin de contrat » contrat de rengagement non renouvelé par suite de l'excédent d'effectif, le garde de 2^e classe ABOUDOU AMOUSSOU, N° Mle 970, du peloton du centre.

Une indemnité de licenciement égale à un (1) mois de solde nette est allouée à l'intéressé en vertu de l'article 6 de l'arrêté n° 66 du 31 janvier 1934.

Est licencié à compter du 9 février 1936, pour « inaptitude physique » le garde de 2^e classe MAMADOU, N° Mle 979, du peloton du nord.

Une indemnité de licenciement égale à un (1) mois de solde nette est accordée à l'intéressé en vertu de l'arrêté n° 66 du 31 janvier 1934.

Sont licenciés pour fin de contrat, et à compter du : 1^{er} février 1936. — IBARE LARBITÉ, garde de 2^e classe N° Mle 1045, du peloton du nord.

12 février 1936. — LEGBA HOUNVODJI, garde de 2^e classe N° Mle 857, du détachement de police de Lomé.

15 février 1936. — AHIKPOR Jean garde de 2^e classe N° Mle 934, du peloton du centre.

Cartouches de tir pour l'année 1936

La dotation définitive de réserve en munitions de la garde indigène du Togo est fixée comme suit à compter du 1^{er} janvier 1936 :

PELOTONS	Cartouches 1886 D.A.M. (1)	Cartouches 1882 (2)	OBSERVATIONS
Nord	4740	30	(1) 60 par garde armé du mousqueton.
Centre	4020	30	(2) 30 par gradé armé du revolver dans les pelotons.
Sud	3840	30	
Dépôt	1140	30	(3) 18 par policier armé du revolver.
Police municipale	1015	540 (3)	
Sûreté	300	90	(4) En réserve au magasin des forces de police.
Réserve (magasin central)	7620 (4)	1200 (4)	

Les munitions accordées pour les tirs à effectuer dans les pelotons en 1936 sont fixées comme suit :

PELOTONS	Cartouches 1874 (1)	Cartouches 1888 (1)	Cartouches 1882 (2)	OBSERVATIONS
Nord	1185	1185	6	(1) L'allocation est basée sur la consommation de :
Centre	1005	1005	6	15 cartouches 1874 par garde armé du mousqueton.
Sud	960	960	6	15 cartouches 1886 par garde ou policier armé du mousqueton.
Dépôt	285	285	6	(2) L'allocation est basée sur la consommation de :
Police municipale		435	180	6 cartouches 1892 par garde ou policier armé du revolver.
Sûreté		75	30	

NOTA. — Ces cartouches seront prélevées sur la dotation des pelotons, et les cartouches 1886 et 1892 remplacées dans le courant du 1^{er} semestre par les soins du commandant des forces de police.

Les cartouches 1874 ne seront pas remplacées.

Les tirs effectués il devra rester au 1^{er} janvier 1937, les quantités fixées par l'article 1^{er} du présent arrêté en ce qui concerne les cartouches 1886 et 1892.

Pour les cartouches 1874, il devra rester en com. pte

Peloton du nord 1565

Peloton du centre 2939

Peloton du sud 1440

Dépôt 1015

1^{re} — Compagnie de milice :

Engagement

Est engagé comme milicien de 2^e classe à compter du 1^{er} janvier 1936, après stage de 1 an accompli (catégorie A.), le stagiaire de la catégorie A. PATINVO, N° Mle M/412/A.D. de la P. C. Lomé.

Agrément de stagiaire

Est agréé en qualité de milicien de 1^{re} classe stagiaire catégorie A. à compter du 1^{er} janvier 1936 et affecté ledit jour à la P. C. Lomé, l'ex-caporal de T. S. Sou-nouvou Pierre.

2^e — Garde indigène

Licenciements

a) « pour mauvaise manière habituelle de servir » :

Sont licenciés à compter du :

1^{er} janvier 1936. — BATASSEM, garde 1^{re} classe, N° Mle 788, du peloton du sud.

MALOUDA, garde 2^e classe, N° Mle 756, du peloton du sud.

b) — « pour inaptitude physique » :

1^{er} janvier 1936. — KALAZIM, garde 2^e classe, N° Mle 697, du peloton du centre.

20 janvier 1936. — BAOUA MOUSSA SABA, garde 2^e classe, N° Mle 876, du peloton du nord.

Une indemnité de licenciement égale à un mois de solde nette est accordée à chacun de ces deux gardes en vertu de l'article 6 de l'arrêté n° 66 du 31 janvier 1934.

Révocation

Est révoqué à compter du 1^{er} janvier 1936, le brigadier-chef de 2^e classe TOMBOGA, N° Mle 961, du peloton du sud pour « faute grave en service ».

Engagement

Par arrêté du :

17 janvier 1936. — Est engagé pour 1 an, comme milicien de 2^e classe, à compter du 1^{er} février 1936, après stage d'un an accompli (catégorie A.), le stagiaire de la catégorie A. Sébastien THOTO ALIHONOU, N° Mle M/427/A. D. de la 4^e section de milice Anécho.

Nominations

Sont nommés miliciens de 1^{re} classe, à compter du 1^{er} janvier 1936 (prise de rang et droit à la solde compris) :

ATTIPOE Ambroise, milicien de 2^e classe, N° Mle M/266/B. T., de la portion centrale Lomé.

MAMADOU II, milicien de 2^e classe, N° Mle M/263/A.D., de la 1^{re} section de milice Nawaré.

OUMAROU I, milicien de 2^e classe, N° Mle M/354/A.D., de la portion centrale Lomé.

Compagnie de milice :

Rengagement

Est rengagé pour 1 an à compter du 1^{er} janvier 1936, le sergent-chef MAHOMBA, N° Mle M/30/A.T. de la P. C. Lomé.

Permissions

Une permission de 15 jours, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée à chacun des miliciens dont les noms suivent :

à compter des :

1^{er} janvier 1936. — Au caporal OROU GAMBARI, N° Mle M/252/A.D. de la P. C. Lomé, pour en jouir à Savé Dahomey).

Au stagiaire de la catégorie B. ALANO, N° Mle M/400/B. T. de la P. C. Lomé, pour en jouir à Niantougou, (Sokodé, cercle du nord).

15 janvier 1936. — Au milicien de 2^e classe BAJALV COROCOLI, N° Mle M/382/A.T. de la 1^{re} section de milice à Nawaré, pour en jouir à Niantougou, (Sokodé, cercle du nord).

2^e — Garde indigène

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter des :

1^{er} janvier 1936. — KOUTOBA, garde de 2^e classe, N° Mle 873, du détachement police Lomé.

GNAMA, garde de 2^e classe, N° Mle 926, du détachement police Lomé.

MISSA II, garde de 2^e classe, N° Mle 870, du détachement police Lomé.

ALEYCHAOU, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 227, du peloton sud.

YORA, garde de 1^{re} classe, N° Mle 46, du peloton du sud.

ALABANI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 851, du peloton du sud.

NAKI MANGO, garde 2^e classe, N° Mle 869, du peloton du sud.

DJARA, garde de 2^e classe, N° Mle 867, du peloton du sud.

DJY OUATARA, brigadier-chef 1^{re} classe, N° Mle 271, du peloton du sud.

TCHOUKA KABRÉ, brigadier 2^e classe, N° Mle 51, du peloton du sud.

AGOSSA, adjudant-chef N° Mle 148, du peloton du sud.

ALASSANE, garde de 1^{re} classe, N° Mle 79, du peloton du sud.

KOKOU, garde de 1^{re} classe, N° Mle 2, du peloton du sud.

ALI V, garde de 2^e classe, N° Mle 700, du peloton du nord.

YAMBA, garde de 1^{re} classe, N° Mle 699, du peloton du nord.

ALASSANE II, garde de 1^{re} classe, N° Mle 693, du peloton du nord.

DJAFALA, garde de 2^e classe, N° Mle 692, du peloton du nord.

DOHA DOTABA, brigadier 2^e classe, N° Mle 200, du peloton de dépôt Lomé.

SALLI BABA, brigadier-chef 2^e classe, N° Mle 254, du peloton de dépôt Lomé.

GBATI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 917, du peloton de dépôt Lomé.

BOUKARY I, garde de 2^e classe, N° Mle 921, du peloton de dépôt Lomé.

DIEGNA OURIBALÉ, garde 2^e classe, N° Mle 295, du peloton de dépôt Lomé.

NAPO, brigadier de 1^{re} classe, N° Mle 202, du peloton du nord.

ADOHI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 153, du peloton du nord.

BELLAKAM, garde de 1^{re} classe, N° Mle 265, du peloton du nord.

ARRAKA, garde de 2^e classe, N° Mle 704, du peloton du nord.

SAKPANA, garde de 2^e classe, N° Mle 983, du peloton du nord.

BOLA, brigadier de 2^e classe, N° Mle 220, du peloton du sud.

AMIDOU, adjudant, N° Mle 149, du peloton du centre.

KOIKOU TAMBERMA, brigadier de 1^{re} classe, N° Mle 38, du peloton du centre.

Louis ABOU, garde de 1^{re} classe, N° Mle 134, du peloton du centre.

MOUSSA, garde de 1^{re} classe, N° Mle 183, du peloton du centre.

BALIGUI, garde de 1^{re} classe, N° Mle 702, du peloton du centre.

DOUTI II, garde de 2^e classe, N° Mle 698, du peloton du centre.

GOMA, garde 2^e classe, N° Mle 996, du peloton du centre.

KOUAKOU KONDÉ, garde de 1^{re} classe, N° Mle 238, du peloton du centre.

NABEA, garde de 2^e classe, N° Mle 696, du peloton du centre.

5 janvier 1936. — ADJAMOURE, garde de 2^e classe, N° Mle 871, du détachement police Lomé.

ZEKPA Augustin, garde de 2^e classe, N° Mle 856, du détachement police Lomé.

GNARO, garde de 1^{re} classe, N° Mle 552, du peloton du sud.

DOSSA, garde de 2^e classe, N° Mle 1036, du peloton du sud.

MAGA TARAORÉ, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 849, du peloton du sud.

10 janvier 1936. — ZATO AGBANDARÉ, garde 1^{re} classe, N° Mle 712, du peloton du nord.

Permissions

a) — Une permission de 30 jours à compter du 15 janvier 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au garde de 2^e classe BADJOUSSEM, N° Mle 658, du peloton du sud, pour en jouir à Baga (Sokodé, cercle du nord).

b) — Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} février 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et avec la gratuité du transport pour lui et sa famille composée d'une femme et de quatre enfants, est accordée au garde de 1^{re} classe MISSIKA, N° Mle 1022, du peloton du nord, pour en jouir à Siou, subdivision de Lama-Kara (cercle du nord).

Billeteur

Par décision du :

14 janvier 1936. — Le sergent FLOURIOR Robert, de l'infanterie coloniale, en service hors cadres à la compagnie de milice, est désigné pour remplir les fonctions de billeteur des forces de police, pour compter du 1^{er} janvier 1936, en remplacement du sergent BLAZY Lucien.

1^{re} — Compagnie de milice :

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du 1^{er} février 1936 :
GANBOGNON, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/217/A.D. de la 4^e section milice Anécho.

NIALO, milicien de 2^e classe, N° Mle M/216/A.T. de la 4^e section milice Anécho.

GUIDOTE, milicien de 2^e classe, N° Mle M/351/A.D. de la 4^e section milice Anécho.

ADJAHOUDI, milicien de 2^e classe, N° Mle M/209/A.T. de la 4^e section milice Anécho.

2^e — Garde indigène :

Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter des :

1^{er} janvier 1936. — BADAMASSI BADA, brigadier-chef 1^{re} classe, N° Mle 146, du peloton du centre.

GARBA FIFANI, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 104, du peloton du centre.

BESSI, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 1013, du peloton du centre.

BONKPASSE I, brigadier 1^{re} classe, N° Mle 936, du peloton du centre.

ASSABI, brigadier 2^e classe, N° Mle 182, du peloton du centre.

IMMABOLA, garde 1^{re} classe, N° Mle 258, du peloton du centre.

ADAM, garde 1^{re} classe, N° Mle 931, du peloton du centre.

HOUYAGA, garde 2^e classe, N° Mle 1043, du peloton du centre.

ALFA, garde 2^e classe, N° Mle 689, du peloton du centre.

BONKPASSE II, garde 2^e classe, N° Mle 967, du peloton du centre.

8 janvier 1936. — BILEGNAN, garde 2^e classe, N° Mle 708, du peloton du centre.

18 janvier 1936. — SINTOHOUÉ, garde 2^e classe, N° Mle 718, du peloton du centre.

1^{er} février 1936. — SEMBIKOU, garde de 2^e classe, N° Mle 1018, du peloton du sud.

Tossa, garde de 2^e classe, N° Mle 1041, du peloton du centre.

SÉRO, garde de 2^e classe, N° Mle 1049, du peloton du nord.

DEBABA, garde de 2^e de classe, N° Mle 942, du peloton du nord.

ALI AKO, garde de 2^e classe, N° Mle 1027, du peloton du nord.

DJINA PARGUI, garde de 2^e classe, N° Mle 1039, du peloton du nord.

BOUKARI BAMBOUAKA, garde de 2^e classe, N° Mle 1047, du peloton du nord.

3 février 1936. — MOSSI KONATÉ, garde de 2^e classe, N° Mle 806, du peloton du nord.

7 février 1936. — LALE, garde de 2^e classe, N° Mle 811, du peloton du sud.

TOARKAN, garde de 2^e classe, N° Mle 812, du peloton du sud.

RABO DIATEMA, garde de 2^e classe, N° Mle 809, du peloton du centre.

9 février 1936. — BAKO, garde de 2^e classe, N° Mle 1019, du peloton du sud.

10 février 1936. — AOUSSA SAVALOU, garde de 2^e classe, N° Mle 1023, du peloton du sud.

11 février 1936. — AHONASSOU, garde de 2^e classe, N° Mle 989, du peloton du sud.

14 février 1936. — KOUASSI I, garde de 1^{re} classe, N° Mle 724, du détachement police.

15 février 1936. — ENGLISH, garde de 1^{re} classe, N° Mle 667, du peloton du sud.

25 février 1936. — DANGNENI, garde de 2^e classe, N° Mle 1025, du peloton du nord.

Affectation

Est affecté au peloton de dépôt (Lomé) à compter du 1^{er} février 1936, le brigadier-chef de 1^{re} classe BADAMASSI BADA, N° Mle 146, du peloton du centre en service à la subdivision de Klouto.

DÉLÉGATION DE SIGNATURE

Par arrêté du :

4 janvier 1936. — Pendant la durée de l'absence de l'administrateur supérieur, ordonnateur délégué des budgets local, annexe du chemin de fer et annexe sur fonds d'emprunt du territoire du Togo, M. SANSON Pierre, administrateur-adjoint des colonies, chef du bureau des finances et du matériel, signera par délégation les pièces de recettes et des dépenses et toutes pièces comptables afférentes auxdits budgets.

INTERDICTION DE SÉJOUR

Par arrêté du :

18 janvier 1936. — Le séjour dans le cercle du sud est interdit, pour une durée de 5 ans, à compter de la date de leur libération, aux indigènes ci-dessous désignés :

ABONI KONTÉ Joseph, GAFAN et SEGNAME, condamnés à 3 mois de prison et 5 ans d'interdiction de séjour le 12 novembre 1935, par le tribunal du 1^{er} degré d'Anécho.

Le présent arrêté sera notifié aux intéressés.

SANTÉ

Par arrêtés des :

18 janvier 1936. — Un dispensaire est ouvert à Boufalé dans la région Nord-Binah (cercle du nord).

20 janvier 1936. — Aucun cas nouveau de fièvre jaune n'ayant été signalé en Côte d'Ivoire depuis le 31 décembre 1935, l'arrêté n° 607 est abrogé à la date du 18 janvier 1936.

SOCIÉTÉ DE PRÉVOYANCE

Par arrêté du :

18 janvier 1936. — Sont allouées pour l'exercice 1936 les indemnités suivantes :

Cercle du sud :

Secrétaire-trésorier remplissant cumulativement les fonctions de secrétaire-comptable de la section de Lomé 900 francs

Secrétaire-comptable de la section d'Anécho 600 —

Secrétaire-comptable de la section de Tsévié 480 —

Cercle du centre :

Secrétaire-trésorier 750 francs

Secrétaire-comptable de la section de Klouto 400 —

Secrétaire-comptable de la section de Nuatja 350 —

Cercle du nord :

Secrétaire-trésorier 750 francs

Secrétaire-comptable de la section de Mango 400 —

Secrétaire-comptable de la section de Bassari 150 —

Secrétaire-comptable de la section de Lama-Kara 250 —

DOMAINES

Avis de demandes d'immatriculation

au livre foncier du territoire du Togo

Suivant réquisition, n° 988, déposée le 25 janvier 1936 le sieur Jacob Abraham Adjallé profession de propriétaire et chef de canton d'Amutivé demeurant et domicilié à Amutivé, (commune-mixte de Lomé), agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 55 hectares 87 arcs 05 centiares situé à la sortie nord de la ville de Lomé, en bordure est de la voie-ferrée Lomé-Palimé-Atakpamé, (cercle du sud) et borné au nord par terrain à la collectivité Dadji, au sud par terrain lagunaire de l'administration, à l'est par terrain à la famille Apedo, de la collectivité d'Amutivé et un terrain domanial, à l'ouest par la voie-ferrée Lomé-Palimé-Atakpamé et la collectivité Dadji.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 989, déposée le 29 janvier 1936 le receveur des domaines, demeurant et domicilié à Lomé, agissant au nom et pour le compte du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, en partie bâti, consistant en un terrain, ayant la forme d'un polygone irrégulier, com-

planté de cocotiers portant des constructions à usages d'habitation, dépendances, magasins et séchoir, traversée par la voie-fermée Lomé-Anécho, d'une contenance totale de 177 hectares 33 ares 84 centiares situé à Kpemé, subdivision d'Anécho, cercle du sud (km. 32,500) connu sous le nom de plantation de Kpemé et borné au nord et à l'est par surplus de la plantation et terres dépendant des villages de Sewatsikopé et Gun-kopé au sud par la route Lomé Anécho, à l'ouest par surplus de la plantation, et terrains appartenant à Aboka Mensah, Tossu Tometi, Clémence Lassey, Thomas Sylvestre, Ayayi Bè, et par des terres dépendant du village de Porto-Seguro.

Il déclare que ledit immeuble appartient au territoire du Togo et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

« Un bail consenti par l'administration locale à la société agricole de Lomé, pour 3, 6, 9 ans, à compter du 1^{er} janvier 1932 suivant procès-verbal d'adjudication du 22 décembre 1931 ».

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations, es-mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

Avis de bornage

Le lundi 2 mars 1936 à huit heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kainkopé, (subdivision de Lomé), cercle du sud, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 25 hectares 11 ares 29 centiares, et borné au nord par terrain à Kudolo Atidéké, à l'est par terrain à Théodore Assah, au sud par la route Lomé-Anécho, à l'ouest par terrain à Adado, Alex Anthony et Nudoo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Timothy Agbetsiafa Anthony, profession de propriétaire et planteur, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire suivant réquisition du 20 novembre 1935, n° 985.

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le conservateur de la propriété foncière,
PEYROTTE.

AVIS AUX NAVIGATEURS

N° 104 — Les navigateurs fréquentant le Golfe de Guinée sont avisés que deux bouées repères de câbles télégraphiques sous-marins ont été mouillés,

la première par : 5° 47' de latitude nord

et 2° 12' de longitude est (Greenwich)

la seconde par : 5° 45' de latitude nord

et 1° 07' de longitude est (Greenwich)

Il a été procédé en outre au relevage de la bouée mouillée par :

3° 40' de latitude nord

et 7° 16' de longitude ouest

(Greenwich)

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

MOYENS D'EXISTENCE LUCRATIFS

Sont assurés à encore quelques représentants sérieux par une importante firme étrangère. Aucune connaissance spéciale. Répondre en français, anglais, allemand ou espagnol avec références à :

**Case 607, — DORLAND 65, Champs-Élysées
PARIS**

PASSEZ VOTRE

Plan d'Immatriculation

et

Plan de Construction

chez

ALFRED C. AYITEY

GÉOMÈTRE ET DESSINATEUR PATENTÉ

Avenue des Alliées

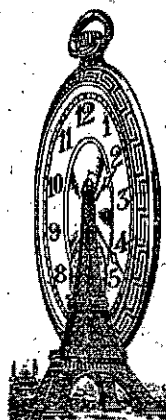
LOMÉ

Angle rue Thiers

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie; adressé
gratuit et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France